

STATISTIQUES 2010-2011

13^e LÉGISLATURE

Statistiques concernant la session 2010-2011

(1^{er} octobre 2010 – 30 septembre 2011)

LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

UMP	Groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
SRC	Groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
GDR	Groupe de la Gauche démocrate et républicaine.
NC	Groupe du Nouveau Centre.
NI	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

AC	Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
AEE	Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire.
AFET.	Commission des affaires étrangères.
CULT.	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF.	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE.	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO.	Commission des affaires économiques
FI	Commission des finances, de l'économie générale et du plan.
FIN.	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC.	Commission des affaires sociales.

DIVERS

adt(s).	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion	Commission.
CMP	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
Gvt	Gouvernement.
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O.	Loi organique.
PAC	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art. 88-4 de la Constitution).
Pj. AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.
SE	Secrétariat d'État.

SIGNES

—	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	7
1.1. EFFECTIFS DES GROUPES	8
1.2. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	9
1.2.1. Remplaçants devenus députés	9
1.2.2. Ministres reprenant leur mandat de députés	9
1.2.3. Élections partielles	9
1.2.4. Sièges vacants	9
<i>ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	43
1.3. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES	9
1.4. MISSIONS TEMPORAIRES CONFIEES PAR LE GOUVERNEMENT	10
<i>ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	45
1.5. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES	10
1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	10
1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	10
1.6. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES	10
2. BILAN D'ACTIVITÉ	11
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT	12
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	12
2.2.1. Sessions et séances publiques	12
2.2.2. Impressions parlementaires	13
2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES	14
2.3.1. Travaux des commissions du 1 ^{er} octobre 2010 au 30 juin 2011	14
<i>ANNEXE III. – Commissions élargies</i>	46
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs	15
2.3.2.1. Textes non budgétaires	15
2.3.2.2. Textes budgétaires	15
2.3.2.3. Rapports d'information	15
2.3.2.4. Rapports d'application	15
2.3.3. Avis donnés par les commissions aux nominations envisagées par le Président de la République	16
<i>ANNEXE IV. – Missions d'évaluation</i>	47

2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	16
2.4.1. Délégations de l'Assemblée nationale	16
2.4.2. Offices parlementaires	16
2.5. AUTRES COMMISSIONS	17
2.5.1. Commission des affaires européennes	17
2.5.1.1. Travaux de la commission des affaires européennes	17
2.5.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	17
<i>ANNEXE V. – Listes des propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution</i>	49
2.5.2. Comité d'évaluation et de contrôle	17
2.5.3. Commissions d'enquête	17
<i>ANNEXE VI. – Liste des commissions d'enquête</i>	51
2.5.4. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution	17
3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES	19
3.1. BILAN LÉGISLATIF	20
3.1.1. Projets de loi	20
3.1.2. Propositions de loi	21
<i>ANNEXE VII. – Liste des propositions de loi rejetées</i>	52
3.1.3. Récapitulation	22
<i>ANNEXE VIII. – Liste chronologique des lois promulguées</i>	53
3.2. TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE DÉPÔT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE	22
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI	22
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	23
4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	25
4.1. MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR	26
4.1.1. Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement (art. 48, al. 2, C.)	26
4.1.2. Semaines de l'Assemblée nationale (art. 48, al.3, C.)	26
4.1.3. Semaines réservées au contrôle du Gouvernement (art. 48, al. 4, C.)	27
4.1.4. Jours de séance réservés à un groupe d'opposition ou minoritaire (art. 48, al.5, C.)	27
<i>ANNEXE IX. – Ordre du jour partagé</i>	59
<i>ANNEXE X. – Calendrier de la session ordinaire 2010-2011</i>	61
4.2. PROCÉDURES D'EXAMEN SIMPLIFIÉES (ART 103 R)	28
4.3. TEMPS LÉGISLATIF PROGRAMMÉ	28
<i>ANNEXE XI. – Liste des textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé</i>	62
4.4. MOTIONS DE PROCÉDURE	28
4.5. SECONDES DÉLIBÉRATIONS	28
4.6. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES	29
4.6.1. Commissions mixtes paritaires	29
4.6.2. Procédures accélérées	29
<i>ANNEXE XII. – Liste des commissions mixtes paritaires</i>	63
4.7. AMENDEMENTS	30
4.7.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique	30
4.7.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitivement adoptés	31
4.7.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session	31

4.8. VOTES BLOQUÉS	32
4.9. PROCÉDURES DE VOTE	32
<i>ANNEXE XIII. – Liste chronologique des scrutins publics</i>	66
4.10. INCIDENTS DE SÉANCE	32
4.10.1. Rappels au Règlement	32
4.10.2. Faits personnels	32
4.10.3. Rappel à l'ordre	32
4.10.4. Peines disciplinaires	32
4.11. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	33
<i>ANNEXE XIV. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i>	70
5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	35
5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT SUIVIES D'UN DÉBAT	36
<i>ANNEXE XV. – Liste des déclarations du Gouvernement</i>	73
5.2. DÉBATS DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION	36
6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	37
6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	38
6.2. MOTIONS DE CENSURE	38
7. QUESTIONS	39
7.1. QUESTIONS ORALES	40
7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement	40
7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat	40
7.2. QUESTIONS ÉCRITES	40
7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites	40
7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites « signalées »	40
<i>ANNEXE XVI. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites</i>	75

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2010			Au 30 septembre 2011		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
UMP	307	7	314	305	8	313
SRC	188	16	204	189	15	204
GDR	26	–	26	25	–	25
Nouveau Centre	23	2	25	22	2	24
Total des groupes	544	25	569	541	25	566
Députés non-inscrits.....	///	///	8	///	///	9
Total des sièges pourvus			577 ⁽¹⁾			575 ⁽¹⁾
Sièges vacants.....	///	///	–	///	///	2
Total des sièges			577			577

(1) Dont 111 femmes : 47 UMP, 58 SRC, 5 GDR, 0 NC, 1 NI.

1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale ⁽¹⁾

1.2.1. Remplaçants devenus députés : 15 (Art. L.O. 176 du code électoral)

Après :

– décès	3
– nomination à des fonctions ministérielles	10
– nomination au Conseil Constitutionnel	–
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	2

1.2.2. Ministres reprenant leur mandat de députés ⁽²⁾ : 11

1.2.3. Élections partielles : – (Art. L.O. 178 du code électoral)

1.2.4. Sièges vacants au 30 septembre 2011 : 2

Après :

– démission volontaire	1 ⁽³⁾
– absence de suppléant	1 ⁽⁴⁾

1.3. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
En instance au 1 ^{er} octobre 2010	–	–
Enregistrées en cours de période	–	–
Requêtes :		
– devenues sans objet	–	–
– rejetées	–	–
– suivies d'annulation	–	–
En instance au 30 septembre 2011.....	–	–

(1) Voir annexe I, p. 43.

(2) En application de l'article 25 de la Constitution (loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008).

(3) Il s'agit de la 1^{re} circonscription la Somme.

(4) Il s'agit de la 3^e circonscription de la Côte-d'or.

1.4. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions confiées au cours de la période	12
Missions en cours au 30 septembre 2011	4

1.5. Immunités parlementaires

1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale	–
--	---

1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale.....	–
---	---

1.6. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel.....	–
---	---

(1) Voir annexe II, p. 45.

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires ⁽²⁾	Évaluation et contrôle	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire de 2010-2011 ⁽¹⁾ (séances du 2 octobre 2010 au 30 juin 2011)	112	230	875 h 45	576 h 05	128 h 10	53 h 30	103 h 15	9 h 00	5 h 45
1 ^{re} session extraordinaire de 2011 ⁽⁴⁾ (séances du 4 au 13 juillet 2011)	7	14	42 h 25	37 h 20	—	2 h 50	2 h 15	—	—
2 ^e session extraordinaire de 2011 ⁽⁴⁾ (séances du 6 au 8 septembre 2011)	2	4	18 h 00	16 h 50	—	—	1 h 10	—	—
3 ^e session extraordinaire de 2011 ⁽⁵⁾ (séances du 27 au 30 septembre 2011)	4	9	34 h 35	33 h 25	—	—	1 h 10	—	—
Total	125	257	970 h 45	663 h 40	128 h 10	56 h 20	107 h 50	9 h 00	5 h 45

(1) L'Assemblée nationale a suspendu ses travaux du 23 décembre 2010 au 9 janvier 2011, du 21 février 2011 au 27 février 2011 et du 18 avril 2011 au 1^{er} mai 2011.

(2) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances pour 2011.

(3) À la demande du Premier ministre, par décret du 27 juin 2011 portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. du 28 juin 2011).

(4) À la demande du Premier ministre, par décret du 1^{er} août 2011 portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. du 3 août 2011).

(5) À la demande du Premier ministre, par décret du 19 septembre 2011 portant convocation du Parlement en session extraordinaire (J.O. du 20 septembre 2011).

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents ⁽¹⁾	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi.....	114	5 143	9	1 444	123	6 587
Propositions de loi	406	5 026	–	–	406	5 026
Propositions de résolution	65	716	–	–	65	716
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.....	954	28 620	–	–	954	28 620
Rapports législatifs ⁽²⁾	172	20 822	51	6 600	223	27 422
Rapports d'information ⁽³⁾	95	14 316	–	–	95	14 316
Autres rapports ⁽⁴⁾	15	3 140	–	–	15	3 140
Avis	18	1 384	66	5 201	84	6 585
TOTAL	1 839	79 167	126	13 245	1 965	92 412

(1) Le nombre de documents imprimés tient compte de l'édition des documents rectifiés.

(2) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(3) Rapports d'information des commissions permanentes, du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, des délégations et des missions d'information.

(4) Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions du 1^{er} octobre 2010 au 30 septembre 2011

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Réunions										
Nombre	57	94	82	67	51	67	125	81	15	639
Durée	96 h 00	177 h 15	106 h 45	121 h 45	81 h 00	123 h 15	203 h 15	104 h 30	36 h 00	1 049 h 45
<i>dont examen budgétaire.....</i>	<i>10 h 45</i>	<i>18 h 30</i>	<i>17 h 00</i>	<i>10 h 45</i>	<i>25 h 45</i>	<i>14 h 00</i>	<i>96 h 15</i>	<i>16 h 00</i>	<i>///</i>	<i>209 h 00</i>
<i>dont commission élargie ⁽¹⁾</i>	<i>9 h 50</i>	<i>13 h 45</i>	<i>11 h 05</i>	<i>4 h 55</i>	<i>6 h 00</i>	<i>12 h 20</i>	<i>46 h 30</i>	<i>8 h 15</i>	<i>///</i>	
Auditions										
Membres du Gouvernement	8	17	13	9	10	16	19	10	2	104
Autres personnalités	80	74	45	22	49	61	59	14	9	413
<i>dont auditions publiques :.....</i>										
– Membres du Gouvernement.....	8	9	10	9	3	16	10	10	–	75
– Autres personnalités.....	78	59	6	20	0	55	52	14	–	284
Total des auditions	88	91	58	31	59	77	78	24	11	517
Examen des textes										
Textes renvoyés en première lecture :										
Projets de loi	–	4	52	3	1	3	6	19	1	89
Propositions de loi	48	56	3	76	18	25	21	167	–	414
Propositions de résolution	2	5	1	2	2	4	4	9	–	29
<i>dont propositions européennes</i>	<i>–</i>	<i>2</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>3</i>	<i>–</i>	<i>5</i>
Total des textes examinés	50	65	56	81	21	32	31	195	1	532
Textes adoptés définitivement										
Projets de loi	–	1	41	6	4	–	7	24	1	84
Propositions de loi	4	1	–	4	1	3	–	11	–	24
Propositions de résolution	–	3	2	3	–	1	6	3	–	18
<i>dont propositions européennes</i>	<i>–</i>	<i>2</i>	<i>–</i>	<i>2</i>						
Total des textes adoptés définitivement	4	5	43	13	5	4	13	38	1	126
Rapports déposés										
En première lecture :										
sur des projets de loi	–	1	45	5	2	–	6	23	1	83
sur des propositions de loi	9	9	–	10	1	7	1	26	–	63
sur des propositions de résolution ..	–	4	–	1	–	1	3	–	–	9
<i>dont propositions européennes</i>	<i>–</i>	<i>3</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>6</i>
Total des rapports déposés	9	14	45	16	3	8	10	49	1	155
<i>dont rapports conjoints.....</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>							
En deuxième lecture et lectures suivantes :										
sur des projets de loi	–	1	–	2	–	–	1	6	1	11
sur des propositions de loi	1	–	–	1	–	–	1	3	–	6
Total	1	1	0	3	0	0	2	9	1	17
Rapports d'application (art. 145, al. 7)	–	4	–	3	–	2	1	1	–	11
Total des rapports	10	19	45	22	3	10	13	59	2	183
Annexes au rapport général	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	48	<i>///</i>	<i>///</i>	48
Avis										
sur le PLF de l'année	11	12	8	7	8	7	–	9	–	62
sur d'autres PLF	–	–	–	1	–	–	–	–	–	1
sur des projets de loi	–	–	1	1	8	1	2	–	–	13
sur des propositions de loi	–	2	–	1	1	–	–	–	–	4
sur des propositions de résolution ..	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>dont propositions européennes</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>							
Total	11	14	9	10	17	8	2	9	–	80
Missions d'information										
Rapports d'information déposés	1	3	3	5	5	4	7	10	–	38
Rapports d'information budgétaires	–	–	–	–	–	–	3	–	–	3

(1) Voir annexe III, page 46.

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
Commissions saisies au fond :						
– projets de loi	69	12	0	2	–	83
– propositions de loi	31	20	3	3	–	57
– propositions de résolution	6	2	1	–	–	9
<i>dont sur résolutions européennes</i>	5	1	–	–	–	6
Total	106	34	4	5	–	149
Commissions saisies pour avis :						
– projets de loi	11	1	–	1	–	13
– propositions de loi	5	–	–	–	–	5
– propositions de résolution	–	–	–	–	–	–
<i>dont sur résolutions européennes</i>	–	–	–	–	–	–
Total	16	1	–	1	–	18

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
Commission des finances :						
– rapporteur général	5	–	–	–	–	5
– rapporteurs spéciaux	30	15	1	3	–	49
Autres commissions (avis) :						
– sur la loi de finances annuelle.....	40	17	3	4	–	64
– sur les autres lois de finances	–	–	–	–	–	–

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽¹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
– Rapports d'information des commissions permanentes ...	34	14	1	2	–	51
– Rapports d'information budgétaires.....	2	1	–	–	–	3

2.3.2.4. Rapports d'application

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	UMP	SRC	GDR	NC	NI	TOTAL
	10	9	–	1	–	20

(1) Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'information créées par la Conférence des Présidents, aux missions d'informations communes, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe IV du présent bulletin.

2.3.3. Avis donnés par les commissions aux nominations envisagées par le Président de la République..... 17

2.4. Délégations et offices parlementaires

2.4.1. Délégations

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.....	39	70 h 00	1	55	4

2.4.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ...	31	94 h 00	4	231	11

2.5. Autres commissions

2.5.1. Commission des affaires européennes

2.5.1.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
56	83 h 45	12	13	32	795	12

2.5.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽¹⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2010	267
Textes transmis durant la période	1 614
Textes retirés ou devenus définitifs	404
Textes en instance au 30 septembre 2011	379

2.5.2. Comité d'évaluation et de contrôle

Nombre de réunions	Durée	Nombre de rapports déposés	Auditions de membres du Gouvernement	Auditions d'autres personnalités
9	13 h 00	4	–	1

2.5.3. Commissions d'enquête ⁽²⁾

– Commissions constituées durant la période	3
– Rapports déposés	2

2.5.4. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

(1) Voir annexe V, p. 49, la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution. Voir aussi, ci-après, 3.4 : Répartition par groupe des propositions de résolution.

(2) Voir annexe VI, p. 51, la liste et les travaux des commissions d'enquête.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. État d'examen des textes

3.1. Bilan législatif

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée nationale depuis le 1 ^{er} octobre 2010	53	38	91
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2010	55	15	70
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2010	19	2	21
Total.....	127	55	182
Textes retirés.....	2	–	2
Total des textes pris en compte	125	55	180

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale	///	6	2	–	1	9
	Au Sénat	28	1	–	–	10	39
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale	25	–	–	–	9	34
	Au Sénat	///	2	–	–	–	2
Total.....		53	9	2	–	20	84
Rejets.....		–	–	–	–	–	–

En instance au 30 septembre 2011		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		89	–	–	–	–	89
Au Sénat ⁽²⁾		6	1	–	–	–	7
Total.....		–	–	–	–	–	96

(1) Il s'agit uniquement des projets de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Il s'agit uniquement des projets de loi déposés en premier lieu à l'Assemblée et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	À l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2010	391	26	417 ⁽²⁾
<i>Dont transmis pour avis au Conseil d'État</i>	5	–	5
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2010	1 102	47	1 149
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2010	23	3	26
Total	1 516	76	1 592
Textes retirés.....	4	–	4
Total des textes pris en compte	1 512	76	1 588

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	À l'Assemblée nationale	///	3	1	–	–	4
	Au Sénat	2	–	–	–	3	5
Textes déposés au Sénat	À l'Assemblée nationale	4	–	–	–	3	7
	Au Sénat	///	7	–	–	1	8
Total.....		6	10	1	–	7	24
Rejets		19	–	–	–	–	19 ⁽³⁾

En instance au 30 septembre 2010		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
À l'Assemblée nationale		1 511	1	1	–	–	1 513
Au Sénat		27 ⁽⁴⁾	4	1	–	–	32
Total.....		1 538	5	2	–	–	1 545

(1) Il s'agit uniquement des propositions de lois déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 10 propositions de loi constitutionnelle et 12 propositions de loi organique.

(3) Voir annexe VII, p. 52, la liste des propositions de loi rejetées.

(4) Il s'agit uniquement des propositions de loi déposées en 1^{er} lieu à l'Assemblée nationale et adoptées par celle-ci.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	180	84 ⁽²⁾	90
Propositions de loi	1 588	24	23
Total	1 768	108	113

3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins d'1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale	–	7	3	13	13	8	5	–	236 jours
	Dépôts Sénat	1	3	2	8	3	10	6	2	344 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale	–	–	1	3	2	2	1	–	270 jours
	Dépôts Sénat	–	–	1	5	4	1	2	2	364 jours

3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Enregistrées	294	43	30	18	6	391
Irrecevables au dépôt.....	–	–	–	–	–	–
Déposées.....	294	43	30	18	6	391
Retirées	3	1	–	–	–	4
Irrecevables en séance :						
– art. 40 C.	–	–	–	–	–	–
– art. 41 C.	–	–	–	–	–	–
Rejetées.....	–	15	–	1	3	19 ⁽³⁾
Adoptées définitivement	8	1	–	–	–	9

(1) Voir annexe VIII, p. 53, la liste chronologique des lois promulguées.

(2) Dont 41 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

(3) Voir annexe VII, p. 52, la liste des propositions de loi rejetées.

3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Modification du Règlement :						
• déposées	1	–	2	–	–	3
• rejetées	–	–	–	–	–	–
• adoptées	–	–	–	–	–	–
Constitution de commission d'enquête :						
• déposées	13	5	10	1	–	29
• retirées	–	1	–	–	–	1
• adoptées	–	1	1	1	–	3
Résolutions européennes :						
• déposées :						
– par un rapporteur de la commission des affaires européennes.....	8	1	–	–	–	9
– par un député	4	5	–	–	–	9
• rejetées :	–	–	–	–	–	–
• considérées comme adoptées	9	5	–	–	–	14
• adoptées	1	–	–	–	–	1
Suspension de détention ou de poursuites :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	–	–	–	–	–	–
Mise en accusation devant la Haute Cour :						
• déposées	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	–	–	–	–	–	–
Application Art. 34-1 de la Constitution :						
• déposées	6	4	5	2	–	17
• retirées.....	–	–	–	–	–	–
• adoptées.....	2	–	–	–	–	2

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour ⁽¹⁾

4.1.1. Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2, C. ⁽²⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5, C.)

Nombre de séances	104
– soit en heures	387 h 50
Nombre de débats	5
Nombre de séances de questions	
<i>dont</i>	
– questions d'actualité au Gouvernement	44
– questions orales sans débat	1
Nombre de textes examinés	82
<i>dont</i>	
– projets de loi	74
<i>dont conventions</i>	
– propositions de loi	8
– propositions de résolution	–

4.1.2. Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 3, C.) ⁽²⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5, C.)

Nombre de séances	19
– soit en heures	74 h 20
Nombre de débats	2
Nombre de séances de questions	
<i>dont</i>	
– questions d'actualité au Gouvernement	10
Nombre de textes examinés	25
– par priorité à la demande du Gouvernement (en application de l'art. 48, al. 3, C.)	
<i>dont</i>	
– projets de loi	1
– autres	
<i>dont</i>	
– projets de loi	1
– propositions de loi	18
– propositions de résolution	2

(1) Voir annexe IX, p. 59, la liste des textes examinés.

(2) Voir annexe X, p. 61, calendrier de la session ordinaire 2010-2011.

4.1.3. Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques (en application de l'art. 48, al. 4, C.)

*Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe
d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al.5, C.)*

Nombre de séances	44
– soit en heures	164 h 00
Nombre de débats	16
Nombre de séances de questions	
<i>dont</i>	
– questions d'actualité au Gouvernement	11
– questions orales sans débat	10
– questions à un membre du Gouvernement	–
Nombre de textes examinés	17
– par priorité à la demande du Gouvernement (en application de l'art. 48, al. 3, C.)	
<i>dont</i>	
– projets de loi	4
– propositions de loi	2
– autres	
<i>dont</i>	
– projets de loi	3
– propositions de loi	2
– propositions de résolution	3

4.1.4. Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'article 48, al. 5, C.) ⁽¹⁾

Nombre de séances	18
– soit en heures	60 h 35
Nombre de débats	7
Nombre de textes examinés	27
<i>dont</i>	
– projets de loi	–
– propositions de loi	25
– propositions de résolution	2

(1) Voir annexe X, p. 61, calendrier de la session ordinaire 2010-2011.

4.2. Procédures d'examen simplifiées

(Art 103 R.)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	24
– oppositions	2
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	22

4.3. Temps législatif programmé

(Art 49-5 R.) ⁽¹⁾

Textes pour lesquels la conférence des Présidents a fixé une durée maximale d'examen	10
--	----

4.4. Motions de procédure

(Art. 91R., 122R. et 128R.) ⁽²⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Rejet préalable	61	–
Renvoi en commission	40	–
Motion référendaire	–	–
Demande d'ajournement	1	–

4.5. Secondes délibérations

Demandes :

– du Gouvernement	6
– d'une commission	–
– d'un député	–

(1) Voir annexe XI, p. 62 la liste des textes ayant l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé.

(2) Ces nombres concernent uniquement les motions discutées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

4.6. Commissions mixtes paritaires et procédures accélérées

4.6.1. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
• Première lecture (urgence, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale).....	15	3	18
• Deuxième lecture.....	7	3	10
• Lectures suivantes.....	–	–	–
Total.....	22	6	28
2. Rapports déposés :			
• Rapports positifs.....	21	6	27
• Rapports négatifs.....	1	–	1
Total.....	22	6	28
3. Suite de la procédure :			
• Adoption conforme sur le texte CMP.....	21	6	27
– dont à l'Assemblée Nationale.....	10	2	12
• avec amendements.....	–	–	–
• sans amendement.....	10	–	10
– dont au Sénat.....	11	4	15
• avec amendements.....	8	1	9
• sans amendement.....	3	3	6
• Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture.....	–	–	–
• Adoption en lecture définitive			
– dernier texte Assemblée nationale.....	–	–	–
• avec amendements.....	–	–	–
• sans amendement.....	–	–	–
– texte CMP.....	–	–	–
• Textes restant en instance.....	1	–	1
Total.....	22	6	28

4.6.2. Procédures accélérées

Procédures accélérées	21
dont :	
– sur des projets de loi	14
– sur des propositions de loi	7

(1) Voir annexe XII, p. 63.

4.7. Amendements

4.7.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouv.	Cions	Députés (auteur ou premier signataire)					Total
			UMP	SRC	NC	GDR	NI	
Enregistrés	545	586	3 427	3 473	700	1 337	79	10 147
Irrecevables au dépôt : – Art. 40 C. ou L.O. relative aux lois de finances ou L.O relative au financement de la sécurité sociale ⁽²⁾	///	25	212	163	74	94	3	571
Irrecevables en séance : – Art. 40 C. ou L.O. relative aux lois de finances ⁽²⁾	///	–	48	26	56	27	3	160
– Art. 41 C. ⁽³⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 44 C. ⁽⁴⁾	///	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 98, alinéa 5 R. ⁽⁵⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
– Art. 127 R. ⁽⁶⁾	–	–	–	–	–	–	–	–
Recevables	545	561	3 167	3 284	570	1 216	73	9 416
Retirés avant discussion	44	20	263	151	28	52	5	563
Adoptés	476	431	1 171	159	48	25	4	2 314

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

(3) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi.

(4) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission.

(5) Irrecevabilité des amendements « hors du cadre » du projet ou de la proposition de loi.

(6) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.

4.7.2. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitivement adoptés ⁽¹⁾

Nombre d'amendements adoptés ⁽²⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	52 ⁽³⁾	8	6	15	5	8	4	10

4.7.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session

Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance		Total adoptions
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés	
Affaires culturelles	Projets	–	–	–	–	–	–
	Propositions	4	63	20	66	3	23
Affaires économiques	Projets	1	325	82	275	48	130
	Propositions	1	68	66	46	42	108
Affaires étrangères	Projets	41	–	–	–	–	–
	Propositions	–	–	–	–	–	–
Affaires sociales	Projets	6	1 010 ⁽⁴⁾	469 ⁽⁴⁾	1 962	434	903
	Propositions	4	463	226	694	167	393
Défense	Projets	4	66	55	32	11	66
	Propositions	1	6	5	1	1	6
Développement durable	Projets	–	–	–	–	–	–
	Propositions	3	60	9	132	61	70
Finances	Projets	7	194 ⁽⁴⁾	79 ⁽⁴⁾	3 746	920	999
	Propositions	–	–	–	–	–	–
Lois	Projets	24	3 494 ⁽⁴⁾	1 510 ⁽⁴⁾	4 212	668	2 178
	Propositions	11	1 022	748	797	196	944
Spéciale	Projets	1	385	200	343	75	275
	Propositions	–	–	–	–	–	–

(1) Voir aussi annexe VIII, p. 53, liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée Nationale, toutes lectures confondues.

(3) Dont 43 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux (art. 128 du Règlement).

(4) Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'article 42 alinéa 2 de la Constitution, sont examinés en première lecture sur le texte présenté par le Gouvernement.

4.8. Votes bloqués

Nombre de demandes	20
--------------------------	----

4.9. Procédures de vote

Scrutins publics ordinaires.....	183
<i>dont :</i>	
– <i>sur la prolongation d'une intervention des forces armées en application de l'article 35 de la Constitution</i>	1
– <i>sur des motions de procédure</i>	7
– <i>sur le passage à la discussion des articles</i>	–
– <i>sur une demande de constitution de commission spéciale</i>	–
– <i>sur des propositions de modification de l'ordre du jour</i>	–
– <i>sur des textes</i>	175
Scrutins publics à la tribune.....	–
Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances	2
<i>dont :</i>	
– <i>à l'Assemblée nationale</i>	2
– <i>au Congrès du Parlement</i>	–
Scrutins secrets	1

4.10. Incidents de séance

4.10.1. Rappels au Règlement	157
4.10.2. Faits personnels	2
4.10.3. Rappel à l'ordre	1
4.10.4. Peines disciplinaires	1

(1) Dont 64 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement (voir annexe XIII, p. 66, qui présente la liste chronologique des scrutins).

4.11. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	6
Application de l'article 41 de la Constitution.....	–
Application de l'article 54 de la Constitution.....	–
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution.....	10
<i>Dont :</i>	
– <i>Lois organiques</i>	9
– <i>Règlement des Assemblées</i>	1
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	18
Application de l'article 74 de la Constitution.....	–

(1) Voir annexe XIV, p. 70.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats

5.1. Déclarations du Gouvernement suivies d'un débat ⁽¹⁾

7

– dont suivies d'un vote

2

5.2. Débats organisés dans le cadre du contrôle de l'action du Gouvernement et de l'évaluation des politiques

20

(1) Voir annexe XV, p. 73, la liste des déclarations et des débats, ainsi que la rubrique 6.1 Engagements de responsabilité.

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.....	1
<i>dont :</i>	
– <i>sur son programme</i>	–
– <i>sur une déclaration de politique générale</i>	1
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	–

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	–
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	–

7

QUESTIONS

7. Questions

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupes des questions au Gouvernement : 67 séances dont 4 en session extraordinaire du 1^{er} octobre 2010 au 30 septembre 2011

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions posées	399	400	99	101	6	1 005

7.1.2. Répartition par groupes des questions orales sans débat (12 séances)

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions posées	151	149	34	29	5	368

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupes des questions écrites et des réponses publiées du 1^{er} octobre 2010 au 30 septembre 2011

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions publiées	15 363	11 073	1 089	1 387	325	29 237
Nombre de questions après retrait.....	15 065	10 808	1 087	1 364	303	28 627
Nombre de réponses.....	13 623	9 487	919	1 287	258	25 574

7.2.2. Répartition par groupes des questions écrites « signalées » (36 semaines) du 1^{er} octobre 2010 au 30 septembre 2011

(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et « signalées » chaque semaine de la session ordinaire à l'attention du Gouvernement qui s'engage à apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Groupes	UMP	SRC	GDR	NC	NI	Total
Nombre de questions	311	288	72	65	–	736

N.B. - La répartition des réponses des ministres aux questions orales et écrites figure en annexe XVI, p. 75.

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Remplaçants devenus députés

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
Décès :				
- 29 décembre 2010 (J.O. 30 décembre 2010)	Gabriel Biancheri (UMP)	Drôme (4 ^e)	Marie-Hélène Thoraval (UMP)	29 décembre 2010 (J.O. 30 décembre 2010)
- 3 mai 2011 (J.O. 4 mai 2011)	Patrick Roy (SRC)	Nord (19 ^e)	Marie-Claude Marchand (SRC)	3 mai 2011 (J.O. 4 mai 2011)
- 4 mai 2011 (J.O. 5 mai 2011)	Françoise Olivier-Coupeau (SRC)	Morbihan (5 ^e)	Gwendal Rouillard (SRC)	4 mai 2011 (J.O. 5 mai 2011)
Nomination à des fonctions ministérielles :				
- 14 novembre 2010 (J.O. 16 novembre 2010)	Xavier Bertrand (UMP)	Aisne (2 ^e)	Pascale Gruny (UMP)	15 décembre 2010 (J.O. 16 décembre 2010)
- 14 novembre 2010 (J.O. 16 novembre 2010)	Maurice Leroy (NC)	Loir-et-Cher (3 ^e)	Pascal Brindeau (NC)	15 décembre 2010 (J.O. 16 décembre 2010)
- 14 novembre 2010 (J.O. 16 novembre 2010)	Thierry Mariani (UMP)	Vaucluse (4 ^e)	Paul Durieu (UMP)	15 décembre 2010 (J.O. 16 décembre 2010)
- 14 novembre 2010 (J.O. 16 novembre 2010)	Marie-Anne Montchamp (UMP)	Val-de-Marne (7 ^e)	Olivier Dosne (UMP)	15 décembre 2010 (J.O. 16 décembre 2010)
- 14 novembre 2010 (J.O. 16 novembre 2010)	Patrick Ollier (UMP)	Hauts-de-Seine (7 ^e)	Éric Berdoati (UMP)	15 décembre 2010 (J.O. 16 décembre 2010)
- 29 juin 2011 (J.O. 30 juin 2011)	François Sauvadet (NC)	Côte-d'Or (3 ^e)	(1)	-
- 29 juin 2011 (J.O. 30 juin 2011)	Jean Leonetti (UMP)	Alpes-Maritimes (7 ^e)	Michel Rossi (UMP)	30 juillet 2011 (J.O. 31 juillet 2011)
- 29 juin 2011 (J.O. 30 juin 2011)	Marc Laffineur (UMP)	Maine-et-Loire (7 ^e)	Joseph Bossé (UMP)	30 juillet 2011 (J.O. 31 juillet 2011)
- 29 juin 2011 (J.O. 30 juin 2011)	David Douillet (UMP)	Yvelines (12 ^e)	Joël Regnault (UMP)	30 juillet 2011 (J.O. 31 juillet 2011)
- 29 juin 2011 (J.O. 30 juin 2011)	Mme Claude Greff (UMP)	Indre-et-Loire (2 ^e)	Raymond Lancelin (UMP)	30 juillet 2011 (J.O. 31 juillet 2011)
Prolongation au-delà de 6 mois d'une mission temporaire				
- 13 novembre 2010 (J.O. 14 novembre 2010)	Didier Robert (UMP)	La Réunion (3 ^e)	Jacqueline Farreyrol (UMP)	13 novembre 2010 (J.O. 14 novembre 2010)
- 6 mai 2011 (J.O. 7 mai 2011)	Jean-François Chossy (UMP)	Loire (7 ^e)	Paul Salen (UMP)	6 mai 2011 (J.O. 7 mai 2011)

(1) Absence de suppléant

Ministres reprenant leur mandat de députés

Date	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Nom du ministre reprenant son siège de député	Date de proclamation
- 14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)	Cécile Gallez (UMP)	Nord (21 ^e)	Jean-Louis Borloo (UMP)	14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)
- 14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)	Jean-Claude Beaulieu (UMP)	Charente-Maritime (4 ^e)	Dominique Bussereau (UMP)	14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)
- 14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)	Jacques Houssin (UMP)	Nord (4 ^e)	Marc-Philippe Daubresse (UMP)	14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)
- 14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)	Charles-Ange Ginesy (UMP)	Alpes-Maritimes (5 ^e)	Christian Estrosi (UMP)	14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)
- 14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)	Georges Siffredi (UMP)	Hauts-de-Seine (13 ^e)	Patrick Devedjian (UMP)	14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)
- 14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)	Marc Vampa (NC)	Eure (3 ^e)	Hervé Morin (NC)	14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)
- 14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)	Michel Lezeau (UMP)	Indre-et-Loire (4 ^e)	Hervé Novelli (UMP)	14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)
- 14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)	Christian Patria (UMP)	Oise (4 ^e)	Éric Woerth (UMP)	14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)
- 14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)	Jean-Yves Bony (UMP)	Cantal (2 ^e)	Alain Marleix (UMP)	14 décembre 2010 (J.O. 15 décembre 2010)
- 28 mars 2011 (J.O. 29 mars 2011)	Daniel Poulou (UMP)	Pyrénées-Atlantiques (2 ^e)	Michèle Alliot-Marie (UMP)	28 mars 2011 (J.O. 29 mars 2011)
- 30 juin 2011 (J.O. 1 ^{er} juillet 2011)	Françoise de Salvador (UMP)	Essonne (9 ^e)	Georges Tron (UMP)	30 juin 2011 (J.O. 1 ^{er} juillet 2011)

Sièges vacants

Cause de la vacance	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Date de vacance
Démission volontaire : - 17 mai 2011 (J.O. 18 mai 2011)	Maxime Gremetz (NI)	Somme (1 ^e)	17 mai 2011
Absence de suppléant - 29 juin 2011 (J.O. 30 juin 2011)	François Sauvadet (NC) Nommé membre du Gouvernement	Côte-d'Or (3 ^e)	30 juillet 2011

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Date du début et de la fin de la mission
Brigitte Barèges (UMP) Tarn-et-Garonne	– Famille et solidarité (SE)	12 mai 2010 – 11 novembre 2010
Didier Robert (app. UMP) Réunion	– Commerce, artisanat, petites et moyennes entreprises, tourisme, services et consommations (SE)	12 mai 2010 Mission prolongée Décret du 9 novembre 2010
Bernard Reynès (UMP) Bouches du Rhône	– Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales	25 juin 2010 – 23 décembre 2010
Jacques Alain Bénisti (UMP) Val-de-Marne	– Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales	25 juin 2010 – 10 février 2011
Antoine Herth (UMP) Bas-Rhin	– Alimentation, agriculture et pêche	28 septembre 2010 – 27 mars 2011
Jean-François Chossy (UMP) Loire	– Famille et solidarité (SE)	5 novembre 2010 Mission prolongée Décret du 20 avril 2011
Louis Guédon (UMP) Vendée	– Alimentation, agriculture et pêche	12 novembre 2010 – 11 mai 2011
Daniel Fasquelle (UMP) Pas de Calais	– Alimentation, agriculture et pêche	13 décembre 2010 – 12 juin 2011
Jean-Luc Warsmann (UMP) Ardennes	– Premier ministre	25 janvier 2011 – 24 juillet 2011
Louis Giscard d'Estaing (UMP) Puy-de-Dôme	– Économie, finances et industrie	11 février 2011 – 10 août 2011
David Douillet (UMP) Yvelines	– Écologie, développement durable, transports et logement	16 février 2011 Nommé secrétaire d'État le 29 juin 2011
Bernard Reynès (UMP) Bouches-du-Rhône	– Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	17 février 2011 – 16 août 2011
Alain Moyne-Bressand (UMP) Isère	– Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration	25 mai 2011 – 8 septembre 2011
Patrice Martin-Lalande (UMP) Loir-et-Cher	– Culture et communication	30 mai 2011
Yvan Lachaud (NC) Gard	– Justice et libertés – Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration	22 juillet 2011
Jean-Michel Fourgous (UMP) Yvelines	– Enseignement supérieur et recherche	26 août 2011
Pierre Morel-A-l'Huissier (UMP) Lozère	– Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	15 septembre 2011

Annexe III

Commissions élargies

Commissions élargies	Durée	FIN.	CULT.	ECO.	AFET	SOC.	DEF.	DEVE.	LOIS
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	3 h 15	*					*		
Écologie, développement et aménagement durables	3 h 50	*		*	*			*	
Écologie (suite)	2 h 40	*						*	
Économie	2 h 40	*		*	*				
Recherche et enseignement supérieur	3 h 50	*	*	*				*	
Administration générale et territoriale de la République	1 h 15	*							*
Sécurité civile	2 h 00	*							*
Sécurité	2 h 45	*					*		*
Agriculture, pêche, alimentation et affaires rurales	3 h 25	*		*					
Engagements financiers de l'État	0 h 40	*							
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	2 h 15	*							*
Aide publique au développement	1 h 35	*			*				
Enseignement scolaire	3 h 00	*	*						
Solidarité, insertion et égalité des chances	2 h 25	*				*			
Politique des territoires	2 h 00	*						*	
Travail et emploi	2 h 30	*				*			
Médias	3 h 00	*	*		*				
Direction de l'action du Gouvernement – Pouvoirs publics – Conseil et contrôle de l'État	3 h 25	*							
Total	46 h 30	46 h 30	9 h 50	13 h 45	11 h 05	4 h 55	6 h 00	12 h 20	8 h 15

Annexe IV

Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Externalisation au ministère de la Défense	17	18 h 00	1	33	3624 05.07.2011
Financement des politiques culturelles de l'État par ressources affectées	12	13 h 00	–	42	Travaux en cours
Soutenabilité de l'évolution de la masse salariale de la fonction publique	10	10 h 30	1	19	Travaux en cours
Financements extrabudgétaires de la recherche	13	13 h 45	1	25	Travaux en cours

Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Lutte contre la fraude sociale	14	35 h 05	1	82	3603 29.06.2011

Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
				Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Protection des droits de l'individu dans la révolution numérique	CULT. + LOIS	07.04.2010	07.04.2010	17	29 h 00	–	77	3560 22.06.2011
Mise en oeuvre de la réforme de l'audiovisuel extérieur de la France	CULT. + AFET.	10.02.2011	10.02.2011	9	15 h 00	19	43	Travaux en cours

Missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4 du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nb	Durée	Membres du gouvernement	Autres	
Révision des lois bioéthiques	17.06.2008	22.07.2008	10	16 h 45	2	10	2235 20.01.2010
Pratique du port du voile intégral sur le territoire national	23.06.2009	01.07.2009	21	49 h 30	3	35	2262 26.01.2010
Raisons des dégâts provoqués par la tempête Xynthia	30.03.2010	07.04.2010	21	28 h 30	1	40	2967 01.07.2010
Compétitivité de l'économie française et le financement de la protection sociale	11.01.2011	25.01.2011	19	34 h 15	2	69	Travaux en cours au 30.09.2011
Analyse des causes des accidents de la circulation et prévention routière	25.05.2011	01.06.2011	22	61 h 45	–	174	Travaux en cours au 30.09.2011

Annexe V

Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Objet de la résolution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Réforme de la gouvernance de la politique extérieure de l'Union européenne	N ^o 2632 (2633, AFET.)	2 novembre 2010
Entrée de la République de Bulgarie et de la Roumanie dans l'espace Schengen	N ^o 3160 (LOIS) (**)	25 mars 2011
Avis motivé de la Commission européenne à la France sur les aides fiscales à l'investissement locatif	N ^o 3187 (FIN.) (**)	17 avril 2011
Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant un espace ferroviaire unique européen	N ^o 3205 (3320, DEVE.)	23 avril 2011
Projet d'accord de libre échange entre l'Union européenne et le Canada	N ^o 3201 (AFET.) (**)	25 avril 2011
Contrôle parlementaire d'Europol	N ^o 3236 (LOIS) (**)	25 avril 2011
Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil portant modification du règlement (CE) n ^o 1234/2007 en ce qui concerne les relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers	N ^{os} 3326 (3383, ECO.) (*)	21 mai 2011
Tenue des sessions plénières du Parlement européen à Strasbourg	N ^{os} 3323 (3371, AFET.) (**)	29 mai 2011
Avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de directive modifiant la directive 2003/96/CE restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité	N ^{os} 3740 (2375, ECO.) (*)	15 juin 2011
Régime des droits de plantation de vigne	N ^{os} 3451 (3506, ECO.)	19 juin 2011
Recommandations de la Commission européenne relatives aux programmes de stabilité et de réforme de la France	N ^{os} 3528 (3550, FIN.) (**)	9 juillet 2011
Avenir de la politique agricole commune	N ^{os} 3611 (33701, ECO.)	3 août 2011
Maintien par les États du taux réduit de TVA pour certaines opérations liées à la filière équine en application du principe de subsidiarité	N ^{os} 3435 (3547, FIN.)	6 août 2011
Création du parquet européen	N ^o 3608 (LOIS) (**)	14 août 2011

(*) Application de l'article 151-6 du Règlement de l'Assemblée nationale

(**) Application de l'article 151-7 du Règlement de l'Assemblée nationale

Propositions de résolution adoptées en séance publique

Objet de la résolution	N^{os} des propositions de résolution (n^o du rapport, commission saisie au fond)	Date d'adoption
Introduction d'une taxe sur les transactions financières en Europe	N ^{os} 3439 (3468, FIN.) (*)	14 juin 2011

(*) Application de l'article 151-6 du Règlement de l'Assemblée nationale

Annexe VI

Liste des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Groupe politique à l'origine de la demande	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	N° et date de dépôt du rapport
Mécanismes de spéculation affectant le fonctionnement des économies	SRC	28 juin 2010	13 juillet 2010	3034 14 décembre 2010
Situation de l'industrie ferroviaire française : production de matériels roulants « voyageurs » et fret	GDR	8 décembre 2010	15 décembre 2010	3518 8 juin 2011
Produits financiers à risque souscrits par les acteurs publics locaux	SRC	8 juin 2011	22 juin 2011	Travaux en cours au 30.09.2011
Mécanismes de financement des organisations syndicales d'employeurs et de salariés	NC	8 juin 2011	12 juillet 2011	Travaux en cours au 30.09.2011

Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Auditions	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
Mécanismes de spéculation affectant le fonctionnement des économies	24	27 h 15	1	22
Situation de l'industrie ferroviaire française : production de matériels roulants « voyageurs » et fret	23	26 h 45	2	43
Produits financiers à risque souscrits par les acteurs publics locaux	6	7 h 55	–	14
Mécanismes de financement des organisations syndicales d'employeurs et de salariés	9	15 h 30	–	22

Annexe VII

Propositions de loi rejetées

- 1 - Proposition de loi (n° 2774) pour une République décente (1^{re} séance du 14 octobre 2010 et 1^{re} séance du 19 octobre 2010) ;
- 2 - Proposition de loi organique (n° 2775) pour une République décente (1^{re} séance du 14 octobre 2010 et 1^{re} séance du 19 octobre 2010) ;
- 3 - Proposition de loi (n° 2777) visant à renforcer les exigences de transparence financière de la vie politique (1^{re} et 2^e séances du 14 octobre 2010 et 1^{re} séance du 19 octobre 2010) ;
- 4 - Proposition de loi (n° 2776) visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale (2^e séance du 14 octobre 2010 et 1^{re} séance du 19 octobre 2010) ;
- 5 - Proposition de loi (n° 2255) relative à l'indépendance des rédactions (1^{re} séance du 18 novembre 2010 et 1^{re} séance du 23 novembre 2010) ;
- 6 - Proposition de loi (n° 2753 rect.) visant à instaurer un mécanisme de prévention de la surpopulation carcérale (2^e séance du 18 novembre 2010 et 1^{re} séance du 23 novembre 2010) ;
- 7 - Proposition de loi (n° 2914) en faveur d'une fiscalité juste et efficace (1^{re} séance du 2 décembre 2010 et 2^e séance du 7 décembre 2010) ;
- 8 - Proposition de loi (n° 2913) garantissant la souveraineté du peuple en matière budgétaire (1^{re} séance du 2 décembre 2010 et 2^e séance du 7 décembre 2010) ;
- 9 - Proposition de loi organique (n° 2908) relative à l'initiative législative citoyenne par droit de pétition selon l'article 11 de la Constitution (2^e séance du 2 décembre 2010 et 2^e séance du 7 décembre 2010) ;
- 10 - Proposition de loi (n° 3042) visant à mettre fin au traitement discriminatoire des gens du voyage (1^{re} séance du 26 janvier 2011 et 2^e séance du 1^{er} février 2011) ;
- 11 - Proposition de loi (n° 3061 rect.) relative à la neutralité de l'internet (1^{re} séance du 17 février 2011 et 2^e séance du 1^{er} mars 2011) ;
- 12 - Proposition de loi (n° 3060) tendant à rendre obligatoire l'étiquetage nutritionnel (2^e séance du 7 février 2011 et 2^e séance du 1^{er} mars 2011) ;
- 13 - Proposition de loi (n° 3158) pour l'instauration d'un bouclier rural au service des territoires d'avenir (1^{re} séance du 24 mars 2011 et 2^e séance du 29 mars 2011) ;
- 14 - Proposition de loi (n° 3198) visant à renforcer durablement la compétitivité de l'agriculture française (1^{re} séance du 14 avril 2011 et 1^{re} séance du 3 mai 2011) ;
- 15 - Proposition de loi (n° 3297) visant à prendre des mesures d'urgence en faveur des villes et des quartiers en difficulté (2^e séance du 12 mai 2011 et 1^{re} séance du 18 mai 2011) ;
- 16 - Proposition de loi (n° 3294) visant à prendre des mesures d'urgence et d'application immédiate en faveur du logement (2^e séance du 12 mai 2011 et 1^{re} séance du 18 mai 2011) ;
- 17 - Proposition de loi (n° 586) visant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe (1^{re} séance du 9 juin 2011 et 1^{re} séance du 14 juin 2011).
- 18 - Proposition de loi (n° 3218) visant à lutter contre le décrochage scolaire (2^e séance du 9 juin 2011 et 1^{re} séance du 14 juin 2011).
- 19 - Proposition de loi (n° 3374) simplifiant le vote par procuration (2^e séance du 9 juin 2011 et 1^{re} séance du 14 juin 2011).

Annexe VIII

Liste chronologique des lois promulguées ^{(1) (2)}

1. 11 octobre 2010 * - Loi n° 2010-1192 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public (J.O. du 12 octobre 2010) (Pj. AN) (2 adts).
2. 12 octobre 2010 - Loi n° 2010-1193 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus (J.O. du 13 octobre 2010) (Pj. AN).
3. 12 octobre 2010 - Loi n° 2010-1194 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus (J.O. du 13 octobre 2010) (Pj. AN).
4. 12 octobre 2010 - Loi n° 2010-1195 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Belgique tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus (J.O. du 13 octobre 2010) (Pj. AN).
5. 12 octobre 2010 - Loi n° 2010-1196 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn en vue d'éviter les doubles impositions (J.O. du 13 octobre 2010) (Pj. AN).
6. 12 octobre 2010 - Loi n° 2010-1197 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et le Grand-Duché du Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (J.O. du 13 octobre 2010) (Pj. AN).
7. 12 octobre 2010 - Loi n° 2010-1198 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (J.O. du 13 octobre 2010) (Pj. AN).
8. 12 octobre 2010 - Loi n° 2010-1199 autorisant la ratification de la convention entre la République française et le Royaume des Pays-Bas, relative à l'assistance mutuelle et à la coopération entre leurs administrations douanières, en vue d'appliquer correctement la législation douanière, de prévenir, de rechercher, de constater et de réprimer les infractions douanières dans la région des Caraïbes, et notamment sur l'île de Saint-Martin (J.O. du 13 octobre 2010) (Pj. AN).
9. 15 octobre 2010 - Loi n° 2010-1215 complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 (J.O. du 16 octobre 2010) (Pj. S.) (4 adts).
10. 22 octobre 2010 - Loi n° 2010-1249 de régulation bancaire et financière (J.O. du 23 octobre 2010) (Pj. AN) (36 adts).
11. 9 novembre 2010 * - Loi n° 2010-1330 portant réforme des retraites (J.O. du 10 novembre 2010) (Pj. AN) (92 adts).
12. 10 novembre 2010 * - Loi organique n° 2010-1341 relative à la limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire (J.O. du 11 novembre 2010) (Pj. AN) (3 adts).
13. 13 novembre 2010 * - Loi organique n° 2010-1380 relative à la gestion de la dette sociale (J.O. du 16 novembre 2010) (Pj. S.) (10 adts).
14. 13 novembre 2010 - Loi n° 2010-1381 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 16 novembre 2010) (Pj. AN).
15. 13 novembre 2010 - Loi n° 2010-1382 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Vanuatu relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 16 novembre 2010) (Pj. AN).
16. 13 novembre 2010 - Loi n° 2010-1383 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 16 novembre 2010) (Pj. AN).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

17. 13 novembre 2010 - Loi n° 2010-1384 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Grenade relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 16 novembre 2010) (Pj. AN).
18. 13 novembre 2010 - Loi n° 2010-1385 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sainte-Lucie relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 16 novembre 2010) (Pj. AN).
19. 13 novembre 2010 - Loi n° 2010-1386 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les-Grenadines relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 16 novembre 2010) (Pj. AN).
20. 13 novembre 2010 - Loi n° 2010-1387 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Saint-Christophe-et-Niévès relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale (J.O. du 16 novembre 2010) (Pj. AN).
21. 7 décembre 2010 * - Loi organique n° 2010-1486 relative au Département de Mayotte (J.O. du 8 décembre 2010) (Pj. S.).
22. 7 décembre 2010 - Loi n° 2010-1487 relative au Département de Mayotte (J.O. du 8 décembre 2010) (Pj. S.).
23. 7 décembre 2010 - Loi n° 2010-1488 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité (J.O. du 8 décembre 2010) (Pj. AN) (48 adts).
24. 13 décembre 2010 - Loi n° 2010-1536 relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur, aux structures interuniversitaires de coopération et aux conditions de recrutement et d'emploi du personnel enseignant et universitaire portant nouvelle organisation du marché de l'électricité (J.O. du 14 décembre 2010) (Pn S.).
25. 16 décembre 2010 * - Loi n° 2010-1563 de réforme des collectivités territoriales (J.O. du 17 décembre 2010) (Pj. S.) (125 adts).
26. 20 décembre 2010 * - Loi n° 2010-1594 de financement de la sécurité sociale pour 2011 (J.O. du 21 décembre 2010) (Pj. AN) (159 adts).
27. 22 décembre 2010 - Loi n° 2010-1609 relative à l'exécution des décisions de justice, aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées et aux experts judiciaires (J.O. du 23 décembre 2010) (Pn S.) (17 adts).
28. 28 décembre 2010 - Loi n° 2010-1645 de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 (J.O. du 29 décembre 2010) (Pj. AN) (6 adts).
29. 29 décembre 2010 * - Loi n° 2010-1657 de finances pour 2011 (J.O. du 30 décembre 2010) (Pj. AN) (504 adts).
30. 29 décembre 2010 * - Loi n° 2010-1658 de finances rectificative pour 2010 (J.O. du 30 décembre 2010) (Pj. AN) (161 adts).
31. 3 janvier 2011 - Loi n° 2011-1 autorisant l'adhésion à la convention des Nations unies de 1997 sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (J.O. du 4 janvier 2011) (Pj. AN).
32. 3 janvier 2011 - Loi n° 2011-2 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'échange de renseignements sur les titulaires du certificat d'immatriculation de véhicules contenus dans les fichiers nationaux d'immatriculation des véhicules dans le but de sanctionner les infractions aux règles de la circulation (J.O. du 4 janvier 2011) (Pj. S.).
33. 3 janvier 2011 - Loi n° 2011-3 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à l'assistance et à la coopération en matière de protection et de sécurité civiles dans les situations d'urgence (J.O. du 4 janvier 2011) (Pj. S.).
34. 3 janvier 2011 - Loi n° 2011-4 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque sur l'échange de données et la coopération en matière de cotisations et de lutte contre la fraude aux prestations de sécurité sociale (J.O. du 4 janvier 2011) (Pj. S.).
35. 3 janvier 2011 - Loi n° 2011-5 autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Bosnie-et-Herzégovine, d'autre part (J.O. du 4 janvier 2011) (Pj. AN).
36. 3 janvier 2011 - Loi n° 2011-6 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cap-Vert relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au développement solidaire (J.O. du 4 janvier 2011) (Pj. AN).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

37. 3 janvier 2011 - Loi n° 2011-7 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au développement solidaire (J.O. du 4 janvier 2011) (Pj. AN).
38. 3 janvier 2011 - Loi n° 2011-8 autorisant l'approbation de l'accord de coopération dans le domaine de la défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise (J.O. du 4 janvier 2011) (Pj. S.).
39. 3 janvier 2011 - Loi n° 2011-9 autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc (J.O. du 4 janvier 2011) (Pj. S.).
40. 5 janvier 2011 - Loi n° 2011-12 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne (J.O. du 6 janvier 2011) (Pn S.) (52 adts).
41. 5 janvier 2011 - Loi n° 2011-13 relative à la lutte contre la piraterie et à l'exercice des pouvoirs de police de l'État en mer (J.O. du 6 janvier 2011) (Pj. S.).
42. 5 janvier 2011 - Loi n° 2011-14 relative à la reconversion des militaires (J.O. du 6 janvier 2011) (Pj. AN) (6 adts).
43. 25 janvier 2011 * - Loi n° 2011-94 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel (J.O. du 26 janvier 2011) (Pj. AN) (21 adts).
44. 27 janvier 2011 - Loi n° 2011-103 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle (J.O. du 28 janvier 2011) (Pj. AN) (17 adts).
45. 3 février 2011 - Loi n° 2011-140 tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques (J.O. du 4 février 2011) (Pn AN) (1 adt).
46. 7 février 2011 - Loi n° 2011-156 relative à la solidarité dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement (J.O. du 8 février 2011) (Pn S.) (4 adts).
47. 25 février 2011 - Loi n° 2011-207 autorisant la ratification des statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) (J.O. du 26 février 2011) (Pj. AN).
48. 14 mars 2011 - Loi n° 2011-266 relative à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs (J.O. du 15 mars 2011) (Pj. AN) (5 adts).
49. 14 mars 2011 * - Loi n° 2011-267 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (J.O. du 15 mars 2011) (Pj. AN) (122 adts).
50. 22 mars 2011 - Loi n° 2011-297 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République hellénique relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure (J.O. du 23 mars 2011) (Pj. S.).
51. 22 mars 2011 - Loi n° 2011-298 autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde (J.O. du 23 mars 2011) (Pj. S.).
52. 22 mars 2011 - Loi n° 2011-299 autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques (J.O. du 23 mars 2011) (Pj. AN).
53. 22 mars 2011 - Loi n° 2011-300 autorisant l'adhésion à l'accord sur les privilèges et immunités du Tribunal international du droit de la mer (J.O. du 23 mars 2011) (Pj. AN).
54. 22 mars 2011 - Loi n° 2011-301 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak relatif à la coopération dans le domaine de la défense (J.O. du 23 mars 2011) (Pj. S.).
55. 22 mars 2011 - Loi n° 2011-302 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière de santé, de travail et de communications électroniques (J.O. du 23 mars 2011) (Pj. AN) (17 adts).
56. 28 mars 2011 - Loi n° 2011-331 de modernisation des professions judiciaires ou juridiques et certaines professions réglementées (J.O. du 29 mars 2011) (Pj. AN) (20 adts).
57. 29 mars 2011* - Loi organique n° 2011-333 relative au Défenseur des droits (J.O. du 30 mars 2011) (Pj. S.) (64 adts).
58. 29 mars 2011 - Loi n° 2011-334 relative au Défenseur des droits (J.O. du 30 mars 2011) (Pj. S.) (20 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

-
59. 14 avril 2011- Loi n° 2011-392 relative à la garde à vue (J.O. du 15 avril 2011) (Pj. AN) (48 adts).
 60. 14 avril 2011* - Loi organique n° 2011-410 relative à l'élection des députés et sénateurs (J.O. du 19 avril 2011) (Pj. AN) (12 adts).
 61. 14 avril 2011 - Loi n° 2011-411 ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France (J.O. du 19 avril 2011) (Pj. AN) (2 adts).
 62. 14 avril 2011 - Loi n° 2011-412 portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique (J.O. du 19 avril 2011) (Pn AN) (13 adts).
 63. 19 avril 2011* - Loi organique n° 2011-416 tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Polynésie française (J.O. du 20 avril 2011) (Pn S.).
 64. 20 avril 2011 - Loi n° 2011-422 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela sur l'emploi des personnes à charge des membres des missions officielles (J.O. du 21 avril 2011) (Pj. S.).
 65. 20 avril 2011 - Loi n° 2011-423 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun instituant un partenariat de défense (J.O. du 21 avril 2011) (Pj. S.).
 66. 20 avril 2011 - Loi n° 2011-424 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise instituant un partenariat de défense (J.O. du 21 avril 2011) (Pj. S.).
 67. 20 avril 2011 - Loi n° 2011-425 autorisant la ratification du traité instituant un partenariat de défense entre la République française et la République gabonaise (J.O. du 21 avril 2011) (Pj. S.).
 68. 20 avril 2011 - Loi n° 2011-426 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République centrafricaine instituant un partenariat de défense (J.O. du 21 avril 2011) (Pj. S.).
 69. 17 mai 2011* - Loi n° 2011-525 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (J.O. du 18 mai 2011) (Pn AN) (108 adts).
 70. 24 mai 2011 - Loi n° 2011-563 autorisant la ratification du protocole modifiant le protocole sur les dispositions transitoires annexé au traité sur l'Union européenne, au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique (J.O. du 25 mai 2011) (Pj. AN).
 71. 26 mai 2011 - Loi n° 2011-575 relative à l'élection des représentants au Parlement européen (J.O. du 27 mai 2011) (Pj. AN) (1 adt).
 72. 26 mai 2011 - Loi n° 2011-589 autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes (J.O. du 28 mai 2011) (Pj. S.).
 73. 26 mai 2011 - Loi n° 2011-590 relative au prix du livre numérique (J.O. du 28 mai 2011) (Pn S.) (3 adts).
 74. 31 mai 2011 - Loi n° 2011-606 relative au maintien en fonctions au-delà de la limite d'âge de fonctionnaires nommés dans des emplois à la décision du Gouvernement (J.O. du 1^{er} juin 2011) (Pj. S.).
 75. 1^{er} juin 2011* - Loi n° 2011-617 relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016 (J.O. du 2 juin 2011) (Pn AN).
 76. 15 juin 2011 - Loi n° 2011-663 prorogeant le mandat des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger (J.O. du 16 juin 2011) (Pn S.).
 77. 15 juin 2011 - Loi n° 2011-664 actualisant l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs (J.O. du 16 juin 2011) (Pn S.) (7 adts).
 78. 15 juin 2011 - Loi n° 2011-665 juin visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile-de-France (J.O. du 16 juin 2011) (Pn S.).
 79. 16 juin 2011* - Loi n° 2011-672 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (J.O. du 17 juin 2011) (Pj. AN) (71 adts).
 80. 20 juin 2011 - Loi n° 2011-690 autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République argentine (J.O. du 21 juin 2011) (Pj. AN).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

81. 20 juin 2011 - Loi n° 2011-691 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela relatif au statut de leurs forces armées dans le cadre de la coopération militaire (J.O. du 21 juin 2011) (Pj. AN).
82. 20 juin 2011 - Loi n° 2011-692 autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kazakhstan (J.O. du 21 juin 2011) (Pj. AN).
83. 20 juin 2011 - Loi n° 2011-693 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique concernant l'échange d'informations et de données à caractère personnel relatives aux titulaires du certificat d'immatriculation de véhicules contenues dans les fichiers nationaux d'immatriculation des véhicules dans le but de sanctionner les infractions aux règles de la circulation (J.O. du 21 juin 2011) (Pj. AN).
84. 22 juin 2011 - Loi n° 2011-702 relative au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense dans l'Union européenne et aux marchés de défense et de sécurité (J.O. du 23 juin 2011) (Pj. S.).
85. 23 juin 2011 - Loi n° 2011-725 portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer (J.O. du 26 juin 2011) (Pn AN) (42 adts).
86. 28 juin 2011 - Loi n° 2011-734 autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens (J.O. du 29 juin 2011) (Pj. S.).
87. 28 juin 2011 - Loi n° 2011-735 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque relatif à la coopération dans le domaine de la défense (J.O. du 29 juin 2011) (Pj. S.).
88. 5 juillet 2011 - Loi n° 2011-803 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge (J.O. du 6 juillet 2011) (Pj. AN) (97 adts).
89. 7 juillet 2011 - Loi n° 2011-814 relative à la bioéthique (J.O. du 8 juillet 2011) (Pj. AN) (75 adts).
90. 13 juillet 2011 - Loi n° 2011-835 visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique (J.O. du 14 juillet 2011) (Pn AN) (9 adts).
91. 20 juillet 2011 - Loi n° 2011-850 de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (J.O. du 21 juillet 2011) (Pn S.) (4 adts).
92. 20 juillet 2011 - Loi n° 2011-851 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique (J.O. du 21 juillet 2011) (Pn AN) (25 adts).
93. 20 juillet 2011 - Loi n° 2011-852 relative à la régulation du système de distribution de la presse (J.O. du 21 juillet 2011) (Pn S.).
94. 20 juillet 2011 - Loi n° 2011-854 autorisant la ratification du protocole additionnel n° 6 à la convention révisée pour la navigation du Rhin (J.O. du 22 juillet 2011) (Pj. S.).
95. 20 juillet 2011 - Loi n° 2011-855 autorisant la ratification du deuxième protocole additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (J.O. du 22 juillet 2011) (Pj. S.).
96. 20 juillet 2011 - Loi n° 2011-856 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil dans le domaine de la lutte contre l'exploitation aurifère illégale dans les zones protégées ou d'intérêt patrimonial (J.O. du 22 juillet 2011) (Pj. AN).
97. 20 juillet 2011 - Loi n° 2011-857 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la restauration du patrimoine architectural de la ville de L'Aquila (J.O. du 22 juillet 2011) (Pj. S.).
98. 20 juillet 2011 - Loi n° 2011-858 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Émirats arabes unis relatif à la coopération en matière de défense ainsi qu'un échange de lettres (J.O. du 22 juillet 2011) (Pj. AN).
99. 20 juillet 2011 - Loi n° 2011-859 de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2010 (J.O. du 22 juillet 2011) (Pj. AN) (4 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

-
100. 20 juillet 2011 - Loi n° 2011-867 relative à l'organisation de la médecine du travail (J.O. du 24 juillet 2011) (Pn S.) (5 adts).
 101. 25 juillet 2011* - Loi organique n° 2011-870 modifiant l'article 121 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie (J.O. du 26 juillet 2011) (Pj. S.).
 102. 26 juillet 2011 *- Loi n° 2011-871 fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région (J.O. du 27 juillet 2011) (Pj. S.).
 103. 27 juillet 2011 * - Loi organique n° 2011-883 relative aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (J.O. du 28 juillet 2011) (Pj. S.) (7 adts).
 104. 27 juillet 2011 - Loi n° 2011-884 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique (J.O. du 28 juillet 2011) (Pj. S.) (58 adts).
 105. 28 juillet 2011 - Loi n° 2011-892 tendant à faciliter l'utilisation des réserves militaires et civiles en cas de crise majeure (J.O. du 29 juillet 2011) (Pn S.) (1 adt).
 106. 28 juillet 2011 - Loi n° 2011-893 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels (J.O. du 29 juillet 2011) (Pn AN) (40 adts).
 107. 28 juillet 2011 - Loi n° 2011-894 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 (J.O. du 29 juillet 2011) (Pj. AN) (65 adts).
 108. 29 juillet 2011 * - Loi n° 2011-900 de finances rectificative pour 2011 (J.O. du 30 juillet 2011) (Pj. AN) (209 adts).
 109. 28 juillet 2011 * - Loi n° 2011-901 tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap (J.O. du 30 juillet 2011) (Pn S.) (14 adts).
 110. 1^{er} août 2011 * - Loi organique n° 2011-918 relative au fonctionnement des institutions de la Polynésie française (J.O. du 3 août 2011) (Pj. S.) (34 adts).
 111. 10 août 2011 * - Loi n° 2011-939 sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (J.O. du 11 août 2011) (Pj. S.) (17 adts).
 112. 10 août 2011 * - Loi n° 2011-940 modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (J.O. du 11 août 2011) (Pn S.) (108 adts).
 113. 19 septembre 2011 - Loi n° 2011-1117 de finances rectificative pour 2011 (J.O. du 20 septembre 2011) (Pj. AN) (26 adts).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Le titre de la loi est, s'il y a lieu, suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

Annexe IX

Ordre du jour partagé

Textes examinés en application de l'article 48, al. 3 C.

par priorité à la demande du Gouvernement :

- Déclaration du Gouvernement sur l'intervention des forces armées en Libye pour la mise en œuvre de la résolution 1973 du conseil de sécurité de l'ONU
- Pj. relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (CMP)

autres :

- Pj. relatif au Défenseur des droits
- Pn visant à lutter contre les « marchands de sommeil »
- Pn visant à généraliser le dépistage précoce des troubles de l'audition
- Pn Sénat relative à la solidarité des communes dans le domaine de l'alimentation en eau et de l'assainissement des particuliers
- Pn Sénat relative aux activités immobilières des établissements d'enseignement supérieur
- Pn tendant à renforcer les moyens du Parlement en matière de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques
- Pn Sénat relative à la libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques
- Pn relative à l'établissement d'un contrôle des armes à feu moderne, simplifié et préventif
- Pn Sénat relative au prix du livre numérique
- Pn Sénat tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap
- Pn de résolution sur l'égalité entre les femmes et les hommes
- Pn relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016
- Pn Sénat visant à actualiser l'ordonnance n° 2005-10 portant statut général des fonctionnaires des communes et groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs
- Pn organique Sénat tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Barthélemy et de Polynésie française
- Pn visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique
- Pn portant diverses dispositions d'ordre cynégétique
- Pn relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique
- Pn visant à permettre aux services départementaux d'incendie et de secours d'obtenir le remboursement des frais d'opérations de secours auprès de l'incendiaire
- Pn de résolution sur l'attachement au respect des principes de laïcité, fondement du pacte républicain, et de liberté religieuse
- Pn Sénat visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Île-de-France
- Pn Sénat relative à la libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (2^e lecture)

Textes examinés en application de l'article 48, al. 4 C.

par priorité à la demande du Gouvernement :

- Pj. de loi de finances rectificative pour 2010
- Pj. autorisant la ratification des statuts de l'agence internationale pour les énergies renouvelables
- Pn relative au prix du livre numérique (CMP)
- Pj. autorisant la ratification du traité entre la République française et le Royaume uni de Grande Bretagne relatif à des installations radiographiques et hydrodynamiques communes
- Pn modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires
- Pj. de loi de finances rectificative pour 2011

autres :

- Résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'industrie ferroviaire française : production de matériels roulants voyageurs et fret
- Pj. relatif au défenseur des droits (suite)
- Pn de simplification et d'amélioration de la qualité du droit
- Pj. organique relatif à l'élection des députés et des sénateurs (2^e lecture)
- Pj. ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France (2^e lecture)
- Pn portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique (2^e lecture)
- Résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux emprunts et produits structurés contractés auprès des établissements bancaires par les collectivités territoriales
- Résolution tendant à la création d'une commission d'enquête visant à étudier les modalités de financement des acteurs du dialogue social

Textes examinés en application de l'article 48, al. 5 C.

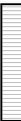
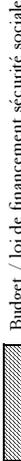
- Pn constitutionnelle pour une République décente
- Pn organique pour une République décente
- Pn visant à renforcer les exigences de transparence financière de la vie politique
- Pn interdisant le cumul d'une fonction exécutive locale et un mandat de parlementaire
- Pn sanctionnant la commercialisation de titres de transport sur les lignes aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne
- Pn relative à l'indépendance des rédactions
- Pn visant à instaurer un mécanisme de prévention de la surpopulation carcérale
- Pn en faveur d'une fiscalité juste et efficace
- Pn constitutionnelle garantissant la souveraineté du peuple en matière budgétaire
- Pn organique relative à l'initiative législative citoyenne par droit de pétition selon l'article 11 de la Constitution
- Pn visant à mettre fin au traitement discriminatoire des gens du voyage
- Pn portant dispositions particulières relatives à l'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer
- Pn visant à concilier la préservation de l'intégrité des œuvres culturelles et artistiques avec les objectifs de la lutte contre le tabagisme
- Pn relative à la neutralité de l'internet
- Pn tendant à rendre obligatoire l'étiquetage nutritionnel
- Pn pour l'instauration d'un bouclier rural au service des territoires d'avenir
- Pn de résolution sur le climat tendant à mettre en œuvre les engagements du Grenelle et à réduire les émissions de gaz à effet de serre
- Pn visant à renforcer durablement la compétitivité de l'agriculture française
- Pn tendant à encadrer le financement public des plans sociaux
- Pn visant à interdire l'utilisation des phtalates, des parabènes et des alkyphénols
- Pn visant à prendre des mesures d'urgence en faveur des villes et des quartiers en difficulté
- Pn visant à prendre des mesures urgentes et d'application immédiate en faveur du logement
- Pn visant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe
- Pn de résolution européenne relative à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières en Europe
- Pn visant à lutter contre le décrochage scolaire
- Pn simplifiant le vote par procuration
- Pn portant dispositions particulières relatives à l'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer (2^e lecture)

Annexe X

Calendrier de la session ordinaire 2010-2011

arrêté par les Conférences des Présidents des 14 septembre et 12 octobre 2010

2010							2011											
OCTOBRE		NOVEMBRE			DECEMBRE		JANVIER		FEVRIER		MARS		AVRIL		MAI		JUIN	
V 1		L 1	Février	M 1		S 1		M 1		V 1		D 1		L 1		M 1		Février
S 2		M 2		J 2	GDR	D 2		M 2		S 2		M 2		S 2		J 2		Février
D 3		M 3		J 3		L 3		J 3		D 3		V 3		L 3		M 3		Février
L 4		J 4		S 4		M 4		V 4		L 4		M 4		M 4		J 4		Février
M 5		V 5		D 5		M 5		S 5		L 5		D 5		M 5		V 5		Février
M 6		S 6		L 6		J 6		D 6		M 6		M 6		J 6		D 6		Février
J 7		D 7		M 7		V 7		L 7		M 7		V 7		M 7		J 7		Février
V 8		L 8		M 8		S 8		M 8		M 8		M 8		V 8		M 8		Février
S 9		M 9		J 9		D 9		M 9		M 9		M 9		S 9		J 9		Février
D 10		M 10		S 10		L 10		J 10		V 10		M 10		D 10		M 10		Février
L 11		J 11	Février	V 11		M 11		S 11		D 11		M 11		L 11		J 11		Février
M 12		S 12		D 12		L 12		M 12		M 12		S 12		M 12		V 12		Février
M 13		D 13		L 13		J 13		M 13		D 13		D 13		L 13		M 13		Février
J 14		M 14		S 14		L 14		M 14		L 14		L 14		M 14		J 14		Février
V 15		M 15		J 15		S 15		M 15		M 15		M 15		V 15		M 15		Février
S 16		J 16		D 16		L 16		M 16		M 16		M 16		S 16		J 16		Février
D 17		V 17		M 17		L 17		J 17		J 17		J 17		D 17		M 17		Février
L 18		S 18		D 18		M 18		M 18		V 18		M 18		L 18		M 18		Février
M 19		M 19		L 19		M 19		M 19		S 19		S 19		M 19		M 19		Février
M 20		S 20		D 20		L 20		D 20		D 20		D 20		M 20		V 20		Février
J 21		D 21		L 21		M 21		L 21		L 21		L 21		J 21		S 21		Février
V 22		L 22		M 22		S 22		M 22		M 22		M 22		V 22		D 22		Février
S 23		M 23		J 23		D 23		M 23		M 23		M 23		S 23		M 23		Février
D 24		J 24		S 24		L 24		J 24		J 24		J 24		D 24		L 24		Février
L 25		M 25		D 25		M 25		V 25		V 25		V 25		M 25		M 25		Février
M 26		S 26		L 26		M 26		S 26		S 26		S 26		J 26		J 26		Février
M 27		D 27		M 27		J 27		D 27		D 27		D 27		M 27		V 27		Février
J 28		L 28		M 28		S 28		L 28		L 28		L 28		J 28		S 28		Février
V 29		M 29		J 29		D 29		M 29		M 29		M 29		V 29		D 29		Février
S 30		D 30		L 30		M 30		M 30		M 30		M 30		S 30		L 30		Février
D 31		V 31		S 31		D 31		J 31		J 31		J 31		M 31		M 31		Février

-  Semaine gouvernementale
-  Semaine de l'Assemblée nationale
-  Semaine de contrôle
-  Semaine de suspension
-  SRC/GDR/NC
-  Jour des groupes de l'opposition et minoritaires
-  Budget / loi de financement sécurité sociale

Annexe XI

Liste des textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé

Date de la conférence des Présidents	Texte	Temps alloué (+ Temps NI) ⁽¹⁾	Temps utilisé ⁽¹⁾	Temps global de séance utilisé	Dates de discussion
05.10.2010	Pj. org. S. relatif à la gestion de la dette sociale (n° 2781)	10 h 00 (0 b 30)	3 h 30	6 h 49	12 et 19 octobre 2010
14.12.2010	Pj. relatif à la garde à vue (n° 2855)	30 h 00 (0 b 50)	15 h 01	21 h 46	18-19-20 et 25 janvier 2011
25.01.2011	Pj. relatif à la bioéthique (n° 2911)	30 h 00 (0 b 50)	19 h 42	28 h 16	8-9-10 et 15 février 2011
15.02.2011	Pj. relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (n° 3161 - 2 ^e lecture)	15 h 00 (0 b 30)	13 h 25	20 h 17	8-9-10 et 15 mars 2011
15.02.2011	Pj. relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge (n° 2494)	20 h 00 (0 b 40)	5 h 29	9 h 25	16 et 22 mars 2011
15.03.2011	Pj. relatif à la garde à vue (n° 3213 - 2 ^e lecture)	15 h 00 (0 b 30)	4 h 22	7 h 02	5-6 et 12 avril 2011
03.05.2011	Pj. relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge (n° 3440 - 2 ^e lecture)	10 h 00 (0 b 30)	1 h 47	3 h 16	23 et 31 mai 2011
03.05.2011	Pj. relatif à la bioéthique (n° 3324 - 2 ^e lecture)	15 h 00 (0 b 30)	9 h 34	14 h 44	24-25 et 31 mai 2011
31.05.2011	Pj. sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs (n° 3452)	30 h 00 (0 b 50)	13 h 13	19 h 19	21-22-23 et 28 juin 2011
20.09.2011	Pj. renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs (n° 3508)	25 h 00 (0 b 40)			Début le 29 septembre 2011 Travaux en cours

(1) Ce temps n'inclut pas les interventions des présidents des groupes (article 49, alinéa 8, du Règlement de l'Assemblée Nationale).

Annexe XII

Commissions mixtes paritaires

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Projet de loi complétant les dispositions relatives à la démocratie sociale issues de la loi n° 2008-789 du 20 août 2008 Pj. S. n° 2592 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	30.09.2010	05.10.2010 Sénat (1 adt)	06.10.2010 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi de réforme des collectivités territoriales Pj. S. n° 2280 Après 2 ^e lecture	03.11.2011	09.11.2010 Sénat	17.11.2010 Adoption à l'Assemblée nationale
Gestion de la dette sociale Pj. S. n° 2780 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	20.10.2010	26.10.2010 Sénat	26.10.2010 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi portant réforme des retraites Pj. AN n° 2760 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{re} lecture	25.10.2010	26.10.2010 Sénat	27.10.2010 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011 Pj. AN n° 2854 Après 1 ^{re} lecture	18.11.2010	24.11.2010 Assemblée nationale (10 adts)	25.11.2010 Adoption au Sénat
Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014 <i>Procédure accélérée</i> Pj. AN n° 2823 Après 1 ^{re} lecture	13.12.2010	15.12.2010 Assemblée nationale (2 adts)	15.12.2010 Adoption au Sénat
Projet de loi de finances pour 2011 Pj. AN n° 2824 Après 1 ^{re} lecture	13.12.2010	15.12.2010 Assemblée nationale (21 adts)	15.12.2010 Adoption au Sénat
Projet de loi de finances rectificative pour 2010 (n° 3) Pj. AN n° 2944 Après 1 ^{re} lecture	20.12.2010	21.12.2010 Assemblée nationale (7 adts)	21.12.2010 Adoption au Sénat
Proposition de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne <i>Procédure accélérée</i> Pn S. n° 2949 Après 1 ^{re} lecture	21.12.2010	21.12.2010 Assemblée nationale	22.12.2010 Adoption au Sénat
Projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure Pj. AN n° 3113 Après 2 ^e lecture	26.01.2010	08.02.2011 Assemblée nationale (2 adts)	08.02.2011 Adoption au Sénat
Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation en matière de santé, de travail et de communications électroniques <i>Procédure accélérée</i> Pj. AN n° 2789 Après 1 ^{re} lecture	16.02.2011	08.03.2011 Assemblée nationale	09.03.2011 Adoption au Sénat
Projet de loi organique relatif au Défenseur des droits Pj. S. n° 2573 Après 2 ^e lecture	09.03.2011	15.03.2011 Sénat	15.03.2011 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif au Défenseur des droits Pj. S. n° 2574 Après 2 ^e lecture	09.03.2011	15.03.2011 Sénat	15.03.2011 Adoption à l'Assemblée nationale

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit Pn AN n° 1890 Après 2 ^e lecture	06.04.2011	13.04.2011 Assemblée nationale	14.04.2011 Adoption au Sénat
Proposition de loi relative au prix du livre numérique Pn AN n° 2921 Après 2 ^e lecture	03.05.2011	05.05.2011 Sénat	17.05.2011 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité Pj. AN n° 2400 Après 2 ^e lecture	04.05.2011	11.05.2011 Assemblée nationale (1 adt)	11.05.2011 Adoption au Sénat
Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques Pn S. n° 2001 Après 2 ^e lecture	29.06.2011	04.07.2011 Sénat	06.07.2011 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif à la bioéthique Pj. AN n° 2911 Après 2 ^e lecture	15.06.2011	21.06.2011 Assemblée nationale	23.06.2011 Adoption au Sénat
Proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national <i>Procédure accélérée</i> Pn AN n° 3301 Après 1 ^{re} lecture	15.06.2011	21.06.2011 Assemblée nationale	30.06.2011 Adoption au Sénat
Projet de loi de finances rectificative pour 2011 Pj. AN n° 3406 Après 1 ^{re} lecture	29.06.2011	05.07.2011 Assemblée nationale (5 adts)	06.07.2011 Adoption au Sénat
Projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs <i>Procédure accélérée</i> Pj. S. n° 3452 Après 1 ^{re} lecture	29.06.2011	04.07.2011 Sénat (1 adt)	06.07.2011 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution <i>Procédure accélérée</i> Pj. S. n° 3436 Après 1 ^{re} lecture	05.07.2011	11.07.2011 Sénat (2 adts)	12.07.2011 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique <i>Procédure accélérée</i> Pj. S. n° 3437 Après 1 ^{re} lecture	05.07.2011	11.07.2011 Sénat (6 adts)	12.07.2011 Adoption à l'Assemblée nationale
Projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française <i>Procédure accélérée</i> Pj. S. n° 3504 Après 1 ^{re} lecture	05.07.2011	11.07.2011 Sénat (2 adts)	12.07.2011 Adoption à l'Assemblée nationale
Proposition de loi pour le développement de l'alternance, la sécurisation des parcours professionnels et le partage de la valeur ajoutée <i>Procédure accélérée</i> Pn AN n° 3369 Après 1 ^{re} lecture	06.07.2011	11.07.2011 Assemblée nationale (1 adt)	13.07.2011 Adoption au Sénat

Textes	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles <i>Procédure accélérée</i> Pj. S. n° 3373 Après 1 ^{re} lecture	06.07.2011	06.07.2011 Échec CMP	Texte en instance à l'Assemblée nationale, en lecture définitive, au 30.09.2011
Projet de loi de finances rectificative de la sécurité sociale pour 2011 Pj. AN n° 3459 Après 1 ^{re} lecture	07.07.2011	11.07.2011 Assemblée nationale	13.07.2011 Adoption au Sénat
Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires Pj. AN n° 3238 Après 2 ^e lecture	12.07.2011	13.07.2011 Sénat (1 adt)	13.07.2011 Adoption à l'Assemblée nationale

Annexe XIII

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
667	24.11	la déclaration de politique générale du Gouvernement de M. François Fillon (application de l'article 49, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution).	326	226	3
721	02.05	la déclaration du Gouvernement sur le programme de stabilité européen (application de l'article 50, alinéa 1 ^{er} , de la Constitution).	163	74	1

2. Scrutins publics solennels

(scrutins publics ordinaires décidés en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement)

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
623	12.10	l'ensemble du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité.	294	239	23
624	19.10	l'ensemble du projet de loi organique, adopté par le Sénat, après engagement de la procédure accélérée, relatif à la gestion de la dette sociale.	295	245	2
625	19.10	l'ensemble de la proposition de loi constitutionnelle pour une République décente.	212	315	3
626	19.10	l'ensemble de la proposition de loi organique pour une République décente.	206	314	4
627	19.10	l'ensemble de la proposition de loi visant à renforcer les exigences de transparence financière.	198	308	3
628	19.10	l'ensemble de la proposition de loi visant à interdire le cumul du mandat de parlementaire avec l'exercice d'une fonction exécutive locale.	151	315	10
643	26.10	l'ensemble du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014.	336	220	2
644	26.10	l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2011.	333	221	2
646	27.10	l'ensemble du projet de loi portant réforme des retraites (texte de la commission mixte paritaire).	336	233	5
651	02.11	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2011.	320	224	13
663	17.11	l'ensemble du projet de loi de réforme des collectivités territoriales (texte de la commission mixte paritaire).	258	219	11
664	17.11	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2011.	169	68	2
665	23.11	l'ensemble de la proposition de loi relative à l'indépendance des rédactions.	201	272	20
666	23.11	l'ensemble de la proposition de loi visant à instituer un mécanisme de prévention de la surpopulation pénitentiaire.	215	274	1

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
669	07.12	l'ensemble de la proposition de loi en faveur d'une fiscalité juste et efficace.	33	284	153
670	07.12	l'ensemble de la proposition de loi constitutionnelle garantissant la souveraineté du peuple en matière budgétaire.	23	410	10
671	07.12	l'ensemble de la proposition de loi organique relative à l'initiative législative citoyenne par droit de pétition selon l'article 11 de la Constitution.	197	251	2
675	20.12	l'ensemble du projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure.	305	187	8
676	11.01	l'ensemble du projet de loi organique relatif à l'élection des députés.	305	233	6
677	11.01	l'ensemble du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection des députés par les Français établis hors de France.	309	228	7
678	11.01	l'ensemble de la proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique.	275	241	30
681	18.01	l'ensemble du projet de loi organique relatif au Défenseur des droits.	303	211	5
682	18.01	l'ensemble du projet de loi relatif au Défenseur des droits.	304	208	6
691	25.01	l'ensemble du projet de loi relatif à la garde à vue.	320	32	200
692	01.02	l'ensemble de la proposition de loi visant à mettre fin au traitement discriminatoire des gens du voyage.	2	289	7
695	09.02	L'ensemble de la proposition de loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit.	302	141	5
696	15.02	l'ensemble du projet de loi relatif à la bioéthique.	272	216	59
698	01.03	l'ensemble de la proposition de loi relative à la neutralité de l'internet.	218	311	5
699	01.03	l'ensemble de la proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'étiquetage nutritionnel.	235	282	6
704	08.03	l'ensemble du projet de loi organique relatif au Défenseur des droits (2 ^e lecture).	325	2	7
705	08.03	l'ensemble du projet de loi relatif au Défenseur des droits (2 ^e lecture).	325	210	7
709	15.03	l'ensemble du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (2 ^e lecture).	305	217	8
710	22.03	l'ensemble du projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge.	266	147	4
713	29.03	l'ensemble de la proposition de loi relative à l'instauration d'un bouclier rural au service des territoires d'avenir.	210	318	1
714	29.03	l'ensemble de la proposition de résolution, au titre de l'article 34-1 de la Constitution, sur le climat tendant à mettre en oeuvre les engagements du Grenelle et à réduire les émissions de gaz à effet de serre.	203	3	4
716	05.04	l'ensemble du projet de loi organique relatif à l'élection des députés et des sénateurs (2 ^e lecture).	312	212	11
717	05.04	l'ensemble du projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2009-936 du 29 juillet 2009 relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France (2 ^e lecture).	308	46	174
718	05.04	l'ensemble de la proposition de loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique.	289	65	184

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
719	12.04	l'ensemble du projet de loi relatif à la garde à vue (2 ^e lecture).	294	221	23
722	03.05	l'ensemble de la proposition de loi tendant à renforcer durablement la compétitivité de l'agriculture française.	69	428	17
723	03.05	l'ensemble de la proposition de loi visant à interdire l'utilisation des phtalates, des parabènes et des alkylphénols.	236	222	15
724	10.05	l'ensemble du projet de loi constitutionnelle relatif à l'équilibre des finances publiques.	321	229	6
725	10.05	l'ensemble du projet de loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région.	297	218	7
728	11.05	l'ensemble du projet de loi relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité (texte de la commission mixte paritaire).	297	193	11
729	11.05	l'ensemble de la proposition de loi visant à abroger les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures non conventionnels et à interdire leur exploration et leur exploitation sur le territoire national.	287	186	16
730	17.05	l'ensemble de la proposition de loi portant diverses dispositions d'ordre cynégétique.	534	4	1
731	18.05	l'ensemble de la proposition de loi visant à prendre des mesures d'urgence en faveur des villes et des quartiers en difficulté.	163	316	2
732	18.05	l'ensemble de la proposition de loi visant à prendre des mesures urgentes et d'application immédiate en faveur du logement.	169	313	2
733	24.05	l'ensemble de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.	303	196	13
736	31.05	l'ensemble du projet de loi relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge (2 ^e lecture).	297	191	8
737	31.05	l'ensemble du projet de loi relatif à la bioéthique (2 ^e lecture).	280	217	37
772	14.06	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2011.	310	220	2
773	14.06	l'ensemble de la proposition de loi visant à ouvrir le mariage aux couples de même sexe.	222	293	16
774	14.06	la proposition de résolution européenne relative à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières en Europe.	477	2	4
775	14.06	l'ensemble de la proposition de loi visant à lutter contre le décrochage scolaire.	199	273	8
776	14.06	l'ensemble de la proposition de loi simplifiant le vote par procuration.	161	258	17
777	21.06	l'ensemble du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011.	320	208	3
778	21.06	l'ensemble de la proposition de loi pour le développement de l'alternance, la sécurisation des parcours professionnels et le partage de la valeur ajoutée.	320	198	–

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
783	28.06	l'ensemble du projet de loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs.	298	198	10
785	05.07	l'ensemble de la proposition de loi relative à l'organisation de la médecine du travail.	279	177	2
786	12.07	la déclaration du Gouvernement sur l'intervention des forces armées en Libye pour la mise en oeuvre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU.	482	27	7
792	07.09	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2011.	163	97	6

Annexe XIV

Décisions du Conseil Constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires

(Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi organique relative à la limite d'âge des magistrats de l'ordre judiciaire	Premier ministre 25.10.2010	2010-615 DC du 09.11.2010	11.11.2010	Conforme
Loi organique relative à la gestion de la dette sociale	Premier ministre 27.10.2010	2010-616 DC du 10.11.2010	16.11.2010	Non conforme
Loi organique relative au Département de Mayotte	Premier ministre 24.11.2010	2010-619 DC du 02.12.2010	08.12.2010	Conforme
Résolution tendant à adapter le chapitre XI <i>bis</i> du règlement du Sénat aux stipulations du traité de Lisbonne concernant les parlements nationaux	Président du Sénat 21.12.2010	2010-621 DC du 13.01.2011	14.01.2011	Conforme
Loi organique relative au Défenseur des droits	Premier ministre 15.03.2011	2011-626 DC du 29.03.2011	30.03.2011	Conforme avec réserve
Loi organique relative à l'élection des députés et sénateurs	Premier ministre 05.04.2011	2011-628 DC du 12.04.2011	14.04.2011	Conforme avec réserve
Loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'État et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint Barthélemy et de Polynésie française	Premier ministre 24.03.2011	2011-627 DC du 12.04.2011	20.04.2011	Conforme
Loi organique modifiant l'article 121 de la loi organique n° 99 209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle Calédonie	Premier ministre 30.06.2011	2011-633 DC du 12.07.2011	26.07.2011	Conforme avec réserve
Loi organique relative aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution	Premier ministre 12.07.2011	2011-636 DC du 21.07.2011	28.07.2011	Conforme avec réserve
Loi organique relative au fonctionnement des institutions de la Polynésie française	Premier ministre 12.07.2011	2011-637 DC du 28.07.2011	03.08.2011	Non-conformité partielle

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public	Président de l'Assemblée nationale Président du Sénat 14.09.2010	2010-613 DC du 07.10.2010	12.10.2010	Conforme avec réserve
Loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Roumanie relatif à une coopération en vue de la protection des mineurs roumains isolés sur le territoire de la République française et à leur retour dans leur pays d'origine ainsi qu'à la lutte contre les réseaux d'exploitation concernant les mineurs	Plus de 60 députés 13.10.2010	2010-614-DC du 04.11.2010	06.11.2010	Non-conformité totale

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi portant réforme des retraites	Plus de 60 députés 02.11.2010 Plus de 60 sénateurs 02.11.2010	2010-617- DC du 09.11.2010	10.11.2010	Non-conformité partielle
Loi de réforme des collectivités territoriales	Plus de 60 députés 22.11.2010 Plus de 60 sénateurs 22.11.2010	2010-618- DC du 09.12.2010	17.12.2010	Non-conformité partielle
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2011	Plus de 60 députés 01.12.2010	2010-620 DC du 16.12.2010	21.12.2010	Non-conformité partielle
Loi de finances pour 2011	Plus de 60 députés 21.12.2010 Plus de 60 sénateurs 21.12.2010	2010-622 DC du 28.12.2010	30.12.2010	Non-conformité partielle
Loi de finances rectificative pour 2010	Plus de 60 députés 22.12.2010	2010-623 DC du 28.12.2010	30.12.2010	Non-conformité partielle
Loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel	Plus de 60 sénateurs 23.12.2010	2010-624 DC du 20.01.2011	26.01.2011	Non-conformité partielle
Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure	Plus de 60 députés 15.02.2011 Plus de 60 sénateurs 15.02.2011	2011-625 DC du 10.03.2011	15.03.2011	Non-conformité partielle
Loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit	Plus de 60 députés 15.04.2011 Plus de 60 sénateurs 14.04.2011	2011-629 DC du 12.05.2011	18.05.2011	Non-conformité partielle
Loi relative à l'organisation du championnat d'Europe de football de l'UEFA en 2016	Plus de 60 députés 04.05.2011	2011-630 DC du 26.05.2011	02.06.2011	Conforme
Loi relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité	Plus de 60 députés 17.05.2011 Plus de 60 sénateurs 17.05.2011	2011-631 DC du 09.06.2011	17.06.2011	Non-conformité partielle
Loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région	Plus de 60 députés 10.06.2011	2011-632 DC du 23.06.2011	28.06.2011	Non-conformité totale
Loi fixant le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de chaque région	Plus de 60 députés 07.07.2011	2011-634 DC du 21.07.2011	27.07.2011	Conforme
Loi de finances rectificative pour 2011	Plus de 60 députés 13.07.2011	2011-638 DC du 28.07.2011	30.07.2011	Non-conformité partielle
Loi tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap	Plus de 60 députés 13.07.2011	2011-639 DC du 28.07.2011	30.07.2011	Non-conformité partielle
Loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs	Plus de 60 députés 07.07.2011 Plus de 60 sénateurs 08.07.2011	2011-635 DC du 04.08.2011	11.08.2011	Non-conformité partielle avec effet différé et réserve
Loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires	Plus de 60 députés 21.07.2011	2011-640 DC du 04.08.2011	11.08.2011	Non-conformité partielle

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique de dispositions du code de procédure pénale	Premier ministre 04.10.2010	2010-220 L du 14.10.2010	15.10.2010	Réglementaire
Nature juridique de dispositions de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne	Premier ministre 30.11.2010	2010-221 L du 14.12.2010	17.12.2010	Réglementaire
Nature juridique de dispositions de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé	Premier ministre 18.01.2011	2011-223 L du 03.02.2011	05.02.2011	Réglementaire
Nature juridique de l'art.1 ^{er} de la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux	Premier ministre 12.05.2011	2011-224 L du 26.05.2011	28.05.2011	Réglementaire
Nature juridique de dispositions de l'article L. 6112-2 du code de la santé publique	Premier ministre 25.05.2011	2011-225 L du 17.06.2011	19.06.2011	Réglementaire
Nature juridique de la dénomination « livret de développement durable »	Premier ministre 15.07.2011	2011-226 L du 28.07.2011	29.07.2011	Réglementaire

Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (Application des articles 74 et 74-1 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Conformité à la Constitution des traités (Application de l'article 54 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Annexe XV

Déclarations du Gouvernement

En application de l'article 131 R

Date	Objet	Ministres
22.03.2011	Intervention des forces armées en Libye	– M. François Fillon, Premier ministre – M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes – M. Gérard Longuet, ministre de la défense et des anciens combattants
12.07.2011	Intervention des forces armées en Libye Débat et vote sur la prolongation de cette intervention	– M. François Fillon, Premier ministre – M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes – M. Gérard Longuet, ministre de la défense et des anciens combattants

En application de l'article 125 R

Aucune déclaration n'a eu lieu durant la période couverte par ce recueil.

En application de l'article 132 R

Date	Objet	Ministres
08.12.2010	Déclaration du Gouvernement préalable au conseil européen des 16 et 17 décembre 2010 et débat sur cette déclaration	– M. Laurent Wauquiez, ministre auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des affaires européennes
16.03.2011	Déclaration du Gouvernement préalable au conseil européen des 24 et 25 mars 2011 et débat sur cette déclaration	– M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes – M. Laurent Wauquiez, ministre auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des affaires européennes
02.05.2011	Déclaration du Gouvernement sur le programme de stabilité européen et vote sur cette déclaration	– Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie – M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique
15.06.2011	Déclaration du Gouvernement préalable au conseil européen des 23 et 24 juin 2011 et débat sur cette déclaration	– M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes – M. Laurent Wauquiez, ministre auprès du ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, chargé des affaires européennes
27.06.2011	Orientation des finances publiques pour 2012	– M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État

Débats organisés dans le cadre du contrôle de l'action du Gouvernement et de l'évaluation des politiques publiques

Date	Objet	Ministres
01.02.2011	Politique de la ville	– M. Maurice Leroy, ministre de la ville
02.02.2011	Otan et orientations données aux forces armées françaises	– M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre de la défense et des anciens combattants
03.02.2011	Dix ans de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains	– M. Benoist Apparu, secrétaire d'État chargé du logement
17.02.2011	Politique du handicap	– Mme Marie-Anne Montchamp, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la cohésion sociale
01.03.2011	Rapport annuel de la Cour des comptes	– M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État
02.03.2011	Rapports France-continent africain	– M. Henri de Raincourt, ministre chargé de la coopération
02.03.2011	Conclusions de la mission d'information relative à la tempête Xynthia	– Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement
03.03.2011	Rapport d'information relatif à la prescription, la consommation et la fiscalité des médicaments	– Mme Nora Berra, secrétaire d'État chargée de la santé
03.03.2011	Fonctionnement de l'hôpital	– Mme Nora Berra, secrétaire d'État chargée de la santé
23.03.2011	Actualité de l'espace Schengen	– M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes
24.03.2011	Question climatique	– Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement
29.03.2011	Conséquences environnementales de l'exploitation des huiles et gaz de schiste en France	– Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement
30.03.2011	Mise en œuvre de la loi relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie	– Mme Nadine Morano, ministre chargée de l'apprentissage et de la formation professionnelle
30.03.2011	Europe et Méditerranée	– M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes
31.03.2011	Application de la loi Hôpital, santé et territoires	– Mme Nora Berra, secrétaire d'État chargée de la santé
14.04.2011	Responsabilité sociale des acteurs économiques	– M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé
12.05.2011	Formation et emploi des jeunes	– M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé
17.05.2011	Autorités administratives indépendantes	– M. Georges Tron, secrétaire d'État chargé de la fonction publique – M. Frédéric Lefebvre, secrétaire d'État, chargé du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation
18.05.2011	Mise en œuvre des décisions du conseil interministériel de l'outre-mer du 6 novembre 2009	– Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer
18.05.2011	Mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques	– M. François Baroin, ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État

Annexe XVI

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites du 1^{er} octobre 2010 au 30 septembre 2011

	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat	Questions écrites
Premier ministre : F. Fillon.....	43	0	348
Affaires étrangères et européennes : B. Kouchner, puis M. Alliot-Marie ⁽¹⁾ , puis A. Juppé ⁽²⁾	68	7	860
Affaires européennes : P.Lellouche, puis L. Wauquiez ⁽¹⁾ , puis J. Leonetti ⁽³⁾	19	0	150
Alimentation, agriculture et pêche : B. Le Maire ⁽⁴⁾	7	0	297
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire : B. Le Maire ⁽¹⁾	38	26	1 841
Aînés (SE) : N. Berra ⁽⁴⁾	0	0	0
Apprentissage et formation professionnelle : N. Morano ⁽¹⁾	17	1	23
Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'État : F. Baroin ⁽⁴⁾	65	10	884
Budget, comptes publics et réforme de l'État : F. Baroin ⁽⁵⁾ , puis V. Péresse ⁽³⁾	7	0	278
Collectivités territoriales : P. Richert ⁽¹⁾	13	5	308
Commerce, artisanat, PME, tourisme, services et Consommation (SE) : H. Novelli ⁽⁴⁾	1	0	158
Commerce, artisanat, PME, tourisme, services, professions libérales et consommation (SE) : F. Lefebvre ⁽¹⁾	26	3	643
Commerce extérieur (SE) : A.M. Idrac, puis P. Lellouche ⁽¹⁾	7	0	17
Coopération : H. de Raincourt ⁽¹⁾	5	1	13
Culture et communication : F. Mitterrand.....	12	7	762
Défense : H. Morin ⁽⁴⁾	2	0	54
Défense et anciens combattants : A. Juppé ⁽¹⁾ , puis G. Longuet ⁽²⁾	17	8	990
Défense et anciens combattants (SE) : H. Falco ⁽⁵⁾ , puis M. Laffineur ⁽³⁾ ..	2	0	238
Écologie, énergie, développement durable et mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat : J.L. Borloo ⁽⁴⁾	9	0	299
Écologie, énergie, développement durable et mer (SE) : V. Létard ⁽⁴⁾ ...	0	0	1
Écologie (SE) : C. Jouanno ⁽⁴⁾	2	0	20
Écologie, développement durable, transports et logement : N. Kosciusko-Morizet ⁽¹⁾	45	60	1 674
Économie, industrie et emploi : C. Lagarde ⁽⁴⁾	6	10	549
Économie, finances et industrie : C. Lagarde (1), puis F. Baroin ⁽³⁾ ...	48	0	1 812
Éducation nationale : L. Chatel ⁽⁴⁾	12	0	337
Éducation nationale, jeunesse et vie associative : L. Chatel ⁽¹⁾	57	27	997
Emploi (SE) : L. Wauquiez ⁽⁴⁾⁽¹⁾	12	0	187
Enseignement supérieur et recherche : V. Péresse, puis L. Wauquiez ⁽³⁾	14	2	448
Espace rural et aménagement du territoire : M. Mercier ⁽⁴⁾	1	0	27
Famille et solidarité (SE) : N. Morano ⁽⁴⁾	3	0	62
Famille (SE) : C. Greff ⁽³⁾	1	0	0

	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat	Questions écrites
Fonction publique : G. Tron ⁽⁶⁾ , puis F. Sauvadet ⁽³⁾	27	2	251
Français de l'étranger (SE) : D. Douillet ⁽³⁾ , puis É. Courtial ⁽⁸⁾	0	0	0
Immigration, intégration, identité nationale et développement solidaire : É. Besson ⁽⁴⁾	0	0	21
Industrie : C. Estrosi ⁽⁴⁾	4	0	20
Industrie, énergie et économie numérique : É. Besson ⁽¹⁾	41	18	292
Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales : B. Hortefeux ⁽⁴⁾	6	0	268
Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration : B. Hortefeux ⁽¹⁾ , puis C. Guéant ⁽²⁾	49	36	969
Intérieur et collectivités territoriales (SE) : A. Marleix ⁽⁴⁾	0	0	16
Jeunesse et solidarités actives : Marc-Ph. Daubresse ⁽⁴⁾	5	0	108
Jeunesse et vie associative (SE) : J. Bougrab ⁽¹⁾	5	2	32
Justice (SE) : J.-M. Bockel (SE) ⁽⁴⁾	0	0	24
Justice et libertés : M. Alliot-Marie, puis M. Mercier ⁽¹⁾	41	20	1 425
Logement et urbanisme (SE) : B. Apparu ⁽⁴⁾	2	0	98
Logement (SE) : B. Apparu ⁽¹⁾	12	7	750
Outre-mer : M.L. Penchard.....	16	4	107
Plan de relance : P. Devedjian ⁽⁴⁾	2	0	23
Politique de la ville (SE) : F. Amara ⁽⁴⁾	0	0	26
Prospective et développement de l'économie numérique (SE) : N. Kosciusko-Morizet ⁽⁴⁾	0	0	117
Relations avec le Parlement : H. de Raincourt, puis P. Ollier ⁽¹⁾	4	0	41
Santé et sports : R. Bachelot-Narquin ⁽⁴⁾	12	0	723
Santé (SE) : N. Berra ⁽¹⁾	8	10	600
Solidarités et cohésion sociale : R. Bachelot-Narquin ⁽¹⁾	30	19	542
Solidarités et cohésion sociale (SE) : M.A. Montchamp ⁽¹⁾	7	2	9
Sports : R. Yade, puis C. Jouanno ⁽¹⁾ , puis D. Douillet ⁽⁷⁾	8	1	237
Transports : D. Bussereau, puis T. Mariani ⁽¹⁾	25	32	578
Travail, solidarité et fonction publique : É. Woerth ⁽⁴⁾	16	0	452
Travail, emploi et santé : X. Bertrand ⁽¹⁾	117	43	3 450
Ville : M. Leroy ⁽¹⁾	9	5	118
Total	1 005	368	25 574

(1) Nommé(e) le 14 novembre 2010.

(2) Nommé(e) le 27 février 2011.

(3) Nommé(e) le 29 juin 2011.

(4) Ministère ayant disparu de la structure gouvernementale à la suite d'un remaniement.

(5) Jusqu'au 14 novembre 2010.

(6) Démission présentée le 25 mai 2011.

(7) Nommé le 26 septembre 2011.

(8) Nommé le 28 septembre 2011.